

Communistes

www.PCF.fr

**40^e Congrès
du PCF**

à Lille

3-4-5 juillet 2026



— 40^e CONGRÈS —

Discours d'ouverture par

Fabien Rousselp. 3

Rapport de la commission du texte

Léon Deffontaines.....p. 13

Première journée (résumé)p. 17

Séquence internationalep. 18

L'internationalisme au cœur du 40^e Congrès

Vincent Bouletp. 19

Deuxième journée (résumé)p. 23

Rapport financier

Christophe Grassullop. 24

Rapport de la commission des mandats

Léa Comushian / Axel Blanchetp. 32

Rapport de la commission des candidatures

Véronique Mahé / Pierre Lacazep. 34

Les membres du Conseil nationalp. 37

La commission des conflitsp. 38

Troisième journée (résumé)p. 38



**Cliquez pour accéder
aux vidéos du Congrès**



**Le texte d'orientation et d'autres documents adoptés au 40^e Congrès,
feront l'objet du numéro spécial de la semaine prochaine.**

Discours d'ouverture

par Fabien Roussel

Bienvenue à tous les délégués du Parti communiste français venus de toute la France. Merci d'être là, nombreux ici à Lille. Je suis très fier de vous accueillir dans mon département, dans ma région. Bienvenue à vous, congressistes !

Mesdames et Messieurs, chers camarades, Mmes et MM. les parlementaires. M. l'Ambassadeur de Cuba, Mmes et MM. les représentants des différentes ambassades ici présentes. M. le Maire de Lille. Cher Arnaud, chère Charlotte Brun adjointe à ses côtés. Mmes et MM. les représentants des différentes délégations étrangères qui nous font l'honneur d'assister à nos travaux. Mmes et MM. les représentants des organisations syndicales, associatives, politiques qui nous font l'amitié d'être présents.

Chers camarades, bienvenue à Lille. Bienvenue dans notre belle et grande capitale du Nord. Sur cette terre ouvrière digne et fière, dont on vient beaucoup de parler, qui nous accueille avec la fraternité et la chaleur que toute la France nous envie. Mais aussi une capitale moderne qui se rajeunit, qui se tourne vers l'avenir. Une des plus

belles capitales de France. Bravo à toi Arnaud et à Martine pour tout ce que vous avez fait pour cette belle ville qui se transforme et qui accueille la jeunesse de tout notre pays.

C'est une terre, le Nord, qui n'a pas oublié ses luttes et toutes celles et ceux qui les mènent. Encore une fois, bravo à notre camarade Gaëtan Lecoq, au syndicat CGT et à tous les salariés d'Arcelor qui mènent une bataille de titan pour sauver leur savoir-faire et leur entreprise. Nous serons toujours à vos côtés, à côté de celles et ceux touchés dans leur chair quand on touche à leur emploi et qui se battent pour défendre leur outil de travail. Vous êtes l'honneur de la France du travail. Vous êtes le cœur vivant de la dignité ouvrière. Bravo à vous pour votre combat et la manière dont vous le menez.

Mes camarades, c'est un vrai bonheur de nous retrouver ici, 100 ans quasiment jour pour jour, après notre cinquième congrès de juin 1926, dans les pas de Pierre Semard, de Marcel Cachin et de Georges Marrane. En 100 ans le monde a changé, la France a changé, le Parti communiste français a lui aussi changé. Même la tenue



de ses congrès a changé. Puisqu'on ne servira pas d'alcool avant 18 h, ce sera un congrès sans alcool. Mais c'est pour avoir des débats sereins.

Non pas qu'il n'était pas serein avant... Mais en tout cas, c'est une même énergie qui nous réunit ici à Lille, une même ambition que celle qui animait nos illustres prédécesseurs il y a un siècle, celle de changer le monde pour mettre fin à l'exploitation toujours plus grande des femmes, des hommes, du vivant ; et celle de construire les conditions d'une paix universelle.

Eh oui, c'est toujours ça l'idéal communiste, il n'a pas changé. Merci Arnaud pour

ton mot d'accueil, pour ton soutien. Et merci aussi à la fédération du Nord, à ses militants, son nouveau secrétaire fédéral, cher Erwan, pour ton accueil et l'organisation millimétrée de notre congrès. Et merci aussi aux camarades du "national", mobilisés depuis des mois pour la réussite de ce temps démocratique majeur dans la vie de notre parti.

Enfin, merci à vous toutes et tous, délégués des fédérations de toute la France, réunis ici pour porter la voix de près de 38 000 de nos adhérents et adhérentes, avec des milliers d'heures de débats, des centaines de contributions, plus de 5 000 amendements. C'est cela la démocratie au Parti

communiste français. On en est fier.

Ici, il n'y a pas de 49.3, encore moins de chefs qui décide pour tout le monde. Et ça, c'est bien et on en est fier.

Mes chers amis, mes chers camarades, nous avons eu ces dernières semaines des débats passionnés et passionnants, avec des orientations différentes qui se sont exprimées, qui ont irrigué nos débats à travers plusieurs textes, comme le prévoit d'ailleurs nos statuts, avec des attentes, des attentes auxquelles il faudra répondre à l'occasion de ce congrès. Ces débats ont été animés, c'est normal, c'est comme ça tout le temps et il nous faudra veiller à l'avenir.

Ça a été dit dans tous les débats, à ceux qui ne conduisent pas notre parti à se structurer en tendances et encore moins à structurer nos directions départementale, locale, nationale en tendances en fonction des résultats de chaque texte. Je l'ai dit à la veille de notre congrès parce que ça a été exprimé ces craintes-là, c'est un fonctionnement qui existe dans d'autres partis de fonctionner en tendances. Essayons d'éviter cela et construisons des directions qui travaillent ensemble au service de nos orientations. J'insiste sur un autre point, c'est qu'au Parti communiste français, la parole est libre. Et ces moments de congrès doivent préserver la liberté des débats, la liberté de parole et accepter les désaccords. L'essentiel, c'est

d'avancer ensemble, de s'écouter, d'enrichir nos réflexions en s'écoulant et de finir ensemble ce congrès pour affronter les batailles à venir.

Pour ce propos introductif, j'ai voulu concentrer mes propos sur le chemin que nous avons parcouru ensemble ces trois dernières années depuis notre dernier congrès. Un bilan d'activité en sorte, et montrer à travers ce bilan d'activité, l'engagement, l'utilité de notre parti. Et commencer par les luttes. Nous avons tous en mémoire les incroyables manifestations contre la réforme des retraites, poussant l'âge légal à partir en retraite à 64 ans.

Et c'était juste avant la tenue de notre 39^e congrès. Ce combat s'est prolongé après, il s'est prolongé et les communistes ont continué à le mener à chaque fois et partout où ils le pouvaient, notamment au Parlement. Et grâce à ces mobilisations, grâce à cette bataille menée à l'Assemblée comme au Sénat par toute la gauche, cette question est restée d'actualité.

Ce qui n'était pas gagné ! Et c'est grâce aussi à cela que cette question sera au cœur de l'élection présidentielle. C'est grâce aussi à nous. Et donc nous ne lâcherons pas cette question pour pouvoir toujours défendre la retraite à 60 ans avec des cotisations sociales que nous voulons étendre sur le capital, sur les dividendes, pour que tous les revenus contribuent au



progrès social.

Et le financement de notre modèle social se pose, bien sûr, mais il se pose essentiellement sur les salaires. Nous avons sur cette question le mérite de la constance, et contrairement aux autres forces de gauche, nous la mettons même en question centrale partout, à chaque occasion, en défendant à chaque fois la question de l'emploi, du travail et d'un salaire rémunérateur permettant non seulement de vivre, mais aussi de financer notre protection sociale.

Pouvoir vivre dignement de son travail. C'est ce que nous avons voulu faire en lançant la campagne début 2024, Vérités sur les salaires, en invitant les salariés à nous faire remonter leur fiche de paie. Souvenez-vous, nous voulions tout simplement mettre au cœur de l'actualité une chose que nous nous savons, c'est que la France est devenue un pays de bas salaires.

Et c'est bien cela qui plombe aujourd'hui



la vie de nos concitoyens, de nos concitoyennes, mais aussi qui plombe notre économie. Dans cet esprit, nous avons aussi décidé de lancer une grande cam-

pagne sur l'industrie et les services publics en posant la question des conditions de travail et des rémunérations, mais aussi de leur utilité. Les communistes se sont déployés devant des centaines d'entreprises de services publics; et durant cette campagne, nous avons même réalisé 2 278 adhésions.

Ce qui montre bien aussi le lien qu'il y a entre l'action et le renforcement de notre parti dans le bilan des luttes. Il y a aussi ces combats que mènent les communistes en tant qu'élu ou militant, dans leur commune, dans leur département, dans leur région. Et dans ce domaine, il n'y a pas de petite victoire.

Les communistes se sont battus pour défendre des services publics, pour le maintien de l'emploi, pour des entreprises, pour la solidarité. Nous avons été de toutes les grandes mobilisations auprès des cheminots, des énergéticiens, des agriculteurs quand ils se sont mobilisés, de la fonction publique. Et nous avons été aussi porteurs de luttes qui nous sont propres, à notre initiative.

Je voudrais à ce titre saluer les communistes qui se battent depuis de nombreuses années et encore aujourd'hui dans des agglomérations, dans des communes, pour la gratuité des transports en commun et qui ont gagné, comme à Carex en Bretagne, comme dans l'agglomération de Montpellier, comme dans

l'agglomération de Dunkerque il y a plusieurs années, mais aussi ici plus récemment dans celle des Carvin ou Béthune, Bruay dans le Pas-de-Calais, celle de Martigues dans les Bouches-du-Rhône.

Voilà des avancées concrètes pour les gens. Fruit d'une bataille des adhérents du Parti communiste français, de leurs élus qui marient ensemble la défense du climat et du pouvoir d'achat et qui montrent aussi notre cohérence sur tout le territoire. Bravo pour ces belles victoires que l'on peut mettre à l'actif des communistes français.

Les luttes, les combats sont forcément liés à notre organisation et à notre capacité à écouter, réagir, mobiliser dans une entreprise, un quartier, une commune. Et donc la question de notre organisation, de notre force, de notre implantation a été aussi au cœur des débats de notre congrès. Un mot sur cette question sur la période du 31 décembre 2022 au 1^{er} janvier 2026.

Durant ce mandat, le Parti a enregistré près de 7 800 adhésions pour un objectif fixé à 10 000, soit un taux d'atteinte de 78 % de notre objectif. Quinze fédérations ont atteint ou dépassé cet objectif. Tout le monde a participé à cet effort. Je vous dis bravo ! Et sur ce sujet, en particulier celle des cotisations. Christophe y reviendra dimanche prochain dans son rapport sur le budget et montrera lui aussi qu'il y a des différences d'une fédération à une autre



sur ses objectifs.

Parce qu'en fait, là où les conditions sont réunies, le Parti sait faire, il sait fidéliser, il sait progresser, il sait faire des adhésions et sur tout types de territoires. Dans les Hautes-Alpes, par exemple, le travail d'orga a permis à la fédération d'augmenter au cours du dernier mandat ces adhésions de plus 26 %. Il l'a fait en relançant le travail des sections, en acceptant la diversité des formes de mobilisation, en faisant de ces locaux des lieux de vie, en concentrant aussi l'action militante sur l'hôpital qui est là bas, comme dans de nombreux autres départements.

Le principal employeur dans la Manche, la fédération, est confrontée à des difficultés, comme partout, mais les camarades se battent et ils obtiennent des résultats. Près d'un quart de leurs adhérents les ont rejoints ces trois dernières années. Alors oui, pour le moment, les départs ne sont



pas compensés, mais la transition est enclenchée et la fédération a fait du travail d'implantation locale sa priorité autour des enjeux industriels, du renforcement du lien avec les sections et du réinvestissement des initiatives locales et de

la remise en place de l'Assemblée générale annuelle des communistes.

Tout cela pour vous dire, avec ces exemples concrets, qu'il n'y a pas de fatalité. Le travail politique est un travail de long terme, une construction patiente. Il n'y a jamais de graine qui soit semée inutilement. Des exemples de réussites locales ? Chaque fédération en a et nous avons besoin certainement de les partager davantage, d'apprendre davantage de nous-mêmes et de mutualiser nos succès, nos réussites.

Il y a beaucoup d'attentes sur l'orga, alors intégrons ces expériences pour le prochain mandat afin d'atteindre les objectifs que nous nous fixerons pour les trois années à venir. Encore une fois, je redis bravo !

Notre bilan, il est aussi sur le front des grands rendez-vous de la solidarité internationale, et je voudrais tout de suite forcément parler de la solidarité avec le peuple palestinien qui a vu se déchaîner contre lui la folie génocidaire de l'extrême droite israélienne. Salut à vous, frères et sœurs de Palestine qui êtes ici présents. Merci pour être pendant trois jours présents à notre Congrès, et c'est un grand honneur de vous compter parmi nous depuis notre dernier congrès.

Il y a un élément important qui a changé, c'est la reconnaissance de l'État de Palestine et c'est une victoire importante. 60

ans de combat, 60 ans de combat du Parti communiste français, de Georges Marchais et Yasser Arafat en passant par Fernand Tuiles, de la JPF et de tous ces maires communistes qui ont jumelé leur ville avec une ville palestinienne.

Jusqu'à ce combat que nous menons aux côtés de nos frères et sœurs de Palestine contre cet apartheid, cette guerre que leur mène Netanyahu, et cela depuis bien avant les attentats du 7 octobre. Toutes ces années, les communistes français sont restés présents et fidèles à vos côtés pour une Palestine libre, démocratique et laïque, vivante aux côtés de l'État israélien. Six mois après les attaques du 7 octobre par le Hamas, je me suis rendu avec Philippe Rio et Charlotte Blondiaux-Farid, aux côtés du gouvernement palestinien et de l'OLP à Ramallah. Nous avons vu sur place les horreurs vécues par un peuple persécuté, opprimé, qui voit ses enfants mourir, victimes des tirs de sniper ou torturés dans les prisons israéliennes.

Je sais les débats que nous avons eu au sein de notre parti lors de nos conseils nationaux, afin de bien analyser la situation et à chaque fois trouver le moyen d'élargir les mobilisations à toute la société française. Sur la base de mots d'ordre simples défendus par l'OLP, le cessez-le-feu, le respect des résolutions de l'ONU et la création de deux États vivant côte à côte, nous avons pris l'initiative de



tenir des rassemblements sur la base de ces mots d'ordre, comme celui que nous avons fait place du Trocadéro.

Nous avons appelé à participer à toutes les manifestations sur cette base, et c'est vrai que nous avons fait le choix de ne pas mêler nos voix avec celles et ceux qui appellent à nier l'existence de l'État d'Israël. Nous avons fait le choix de la continuité sur cette question, tout en regrettant que des associations, des organisations ont pris des positions que nous ne partageons pas.

Cette continuité, cette clarté dans nos prises de position nous a permis d'être l'interlocuteur privilégié de l'OLP durant cette période difficile pour le peuple palestinien d'organiser ici à Paris, dans notre pays, une grande conférence internationale de soutien aux droits du peuple palestinien. Alors oui, notre amitié a traversé le temps,



les épreuves et grâce à cette position claire que nous avons tenue, refusant le terrorisme d'un côté et appelant à la création d'un État palestinien aux côtés de l'État israélien, nous avons aussi pu renforcer nos liens, non seulement avec les

forces progressistes qui se battent en Israël, mais aussi avec les communistes israéliens, les députés communistes israéliens qui aussi se battent là-bas à Tel-Aviv et que je salue.

Alors, poursuivons nos efforts ensemble, parce que c'est dans la durée que l'on juge les combats. Mes amis, mes camarades, ne lâchons rien, pas un pouce de ce combat. Vive la Palestine libre et démocratique ! Vive le peuple palestinien ! Nous serons toujours, toujours à vos côtés.

La solidarité internationale, c'est aussi celle envers le peuple cubain. Et je m'adresse à toi, mon ami, mon cher camarade, M. l'Ambassadeur, cher Otto, nos frères et sœurs cubains sont victimes d'un blocus inhumain, le plus long de l'histoire imposé par l'impérialisme américain, parce que Cuba représente un défi politique et idéologique insupportable à la volonté hégémonique de Washington. Le bilan de notre activité dans ce domaine, outre les multiples rencontres que nous avons eues, c'est l'immense campagne que nous avons lancé, animée par André Chassaigne et Charlotte Balavoine.

Ce sont des centaines d'initiatives dans toute la France, des initiatives nationales et internationales tenues depuis 2023. Aujourd'hui, ce sont plus de 50 fédérations qui se sont engagées dans cette campagne. Elles étaient sept au départ. Alors oui, bravo à toutes celles et tous ceux qui

l'animent. Merci pour votre constance, votre énergie, votre mobilisation qui ont permis de récolter plus de 100 000 € et de remplir cinq containers d'aide à destination de Cuba.

C'est cela aussi la solidarité concrète des communistes français, solidarité avec le peuple cubain, liberté et souveraineté pour Cuba et stop au blocus inhumain.

La Palestine et Cuba, nos cœurs ne balancent pas. Nous pensons aussi à nos frères et sœurs du Kurdistan, à celles et ceux du Front Polisario, à nos amis sous les bombes au Liban, aux familles persécutées, déplacées en République démocratique du Congo au Soudan, au peuple afghan, aux femmes afghanes opprimées par les talibans, aux femmes martyrisées en Iran par les mollahs.

Je pense également à cette guerre qui n'en finit pas ici en Europe, ou à ce cesse-le-feu si fragile au Moyen-Orient, en Iran. Entre silence et impuissance, l'humanité traverse une phase de violence telle qu'elle n'en avait pas connue depuis plus de 80 ans. La guerre se répand comme une lèpre sur tous les continents. On compte plus de 130 conflits armés.

C'est deux fois plus qu'il y a quinze ans. Le monde n'a jamais connu autant de déplacés du fait des guerres et des persécutions. La guerre, mes camarades, est devenue le nouvel horizon du capitalisme. Des chefs d'État en difficulté dans leur pro-



pre pays font un choix, pour le plus grand malheur des peuples, celui d'utiliser la guerre et la course aux armements pour sécuriser le contrôle des circuits commerciaux, énergétiques, numériques et en même temps renouer avec les profits.

C'est pourquoi la paix doit rester au cœur de notre combat, de notre projet de société, comme nous l'avons toujours fait. C'est d'autant plus important que la politique internationale vit sous les rythmes des coups de boutoir de Trump, qui est le véritable faucon qui montre à lui tout seul le vrai visage du capitalisme guerrier et prédateur. Il a à plusieurs reprises ciblé les communistes comme étant ses pires ennemis. Sur ce point, il a raison. Trump est véritablement le pire ennemi des peuples de la paix et de la démocratie. Et nous serons toujours face à lui pour lui barrer la route, à lui et à tous ses amis milliardaires.

Ça, c'est une campagne que nous devons mener, et jusqu'à l'élection présidentielle au moins. Parce que nous sommes une des rares forces politiques encore en France à avoir un secteur international qui travaille à traiter ces questions, à animer des rencontres avec des forces politiques sur tous les continents. Nous avons tenu trois grandes conférences internationales au siège de notre parti, ainsi qu'une conférence importante sur ce sujet à Vénissieux, en avril 2025, et nous avons régulièrement défendu nos propositions auprès du Président de la République, à chaque fois que c'était possible, pour que la France retrouve une voix originale, la voix de la paix et du respect des peuples ; et pour que la France se désolidarise des États-Unis et sorte de l'OTAN. Cette question, bien sûr, elle est centrale, car les choix d'Emmanuel

Macron conduisent notre pays à s'engager sur des théâtres d'opérations à l'étranger et à investir massivement dans l'armement, dans l'arme nucléaire, alors que nos écoles, nos hôpitaux, nos services publics souffrent. C'est pourquoi ce congrès doit nous permettre de progresser sur ce sujet et d'être à la hauteur de la gravité de la situation.

Il n'y a pas de chemin vers la paix, disait Gandhi, car le chemin est la paix, affirmait-il avec force. Voilà ce que le Parti communiste français doit porter dans son projet. J'ai parlé des luttes. J'ai parlé de la paix. Et pour notre bilan d'activité, parlons maintenant du climat et en matière de bilan, pour avancer. Je pense évidemment au Plan climat, empreinte 2050 et à tout le travail qui a été mené par la commission écologie sous la direction d'Amar Bellal.

Avec ce plan, nous avons enregistré une avancée majeure ces trois dernières années, je dirai même historique pour notre parti sur le sujet de l'écologie, et je pèse mes mots ici. Le Parti communiste français est le seul parti politique à avoir fait un travail de cette ampleur, planifié la transformation de notre système productif et nos modes de consommation pour atteindre la neutralité carbone en 2050 pour la France, le seul, le seul parti politique.

Et cela aide grandement à faire de la politique. Sérieusement sur ce sujet, de pren-

dre conscience des ordres de grandeur de ce que l'on peut faire ou pas. La canicule que nous avons vécue comme les périodes de grand froid que nous vivons, appel à des changements radicaux de rupture avec la société, de consommation, de libre échange que nous vivons.

Et on ne peut pas rester enfermés dans des débats stériles et même ridicules, à savoir s'il faut choisir entre la clim, les volets ou la rénovation des bâtiments, s'il faut choisir entre le nucléaire ou le renouvelable. Nous, nous choisissons tout à la fois et sans rien opposer. Bravo aux communistes qui ont tenu plus de 100 réunions publiques dans toute la France depuis deux ans.

Des rencontres et des conférences au siège du Parti avec des spécialistes du climat, de l'énergie, de l'électrification, du nucléaire, sans oublier les salariés eux-mêmes de ces secteurs à travers leurs représentants syndicaux. À noter là aussi l'immense travail de la CGT Energie avec leur programme progressiste de l'énergie dont nous nous inspirons. On peut donc être fiers de ce coup d'accélérateur de notre parti sur ces sujets majeurs.

Un autre aspect du travail accompli que je souhaite mettre en avant et qui nous relie à une actualité elle aussi dramatique, est celui de la petite enfance et de l'état de nos institutions, de toutes nos institutions. Je pense bien sûr au drame du viol et du



meurtre de la jeune Lyhanna, qui a mis en évidence le manque de moyens de nos institutions et la nécessité d'adopter une loi intégrale permettant de protéger nos enfants et lutter efficacement contre les violences sexuelles et sexistes subies par les femmes.

Il y a un an, au siège de notre parti, une conférence dédiée à la protection de l'enfance portait ses revendications. Nous étions en avance à la Fête de l'Humanité. En septembre 2025, nous réunissons sur le stand du Parti communiste, les associations exigeant le vote de la loi intégrale. Nous étions déjà sur le sujet à exiger le

vote sur cette loi intégrale.

Alors oui, nous sommes en colère quand un tel drame arrive, car comme les associations qui nous alertent, nous nous alertons, nous alertons et le gouvernement regarde ailleurs. L'inscription de la loi intégrale au Parlement à la rentrée prochaine, c'est le fruit de toutes les mobilisations, des associations, des parents, des familles qui se mobilisent. Mais c'est aussi le fruit du combat que nous nous avons mené. Nous y avons pris toute notre place et c'est aussi une belle victoire à prendre en compte. Bravo aux camarades de la commission qui ont noué des relations étroites

avec toutes les associations et ont pu actualiser nos propositions. Merci à vous. Je veux dire un mot tout particulier du travail réalisé par la commission féminisme, car en ce domaine, nous avons là aussi progressé ces dernières années avec de vraies spécificités qui nous démarquent à gauche. Au Parti, nous portons l'exigence d'une révolution sociale, écologique et féministe et nous lions dans un même mouvement enjeux de classe et droits des femmes. Et ce n'est pas le cas de tout le monde.

C'est pour cela que nous n'acceptons pas que le corps de la femme soit une marchandise. C'est la raison pour laquelle nous pouvons être fiers de porter ce combat abolitionniste de la prostitution et celui contre la gestation pour autrui.

Nous pouvons aussi être fiers des dispositifs "stop violence" que nous avons mis en place à l'interne dans notre parti, même si là aussi il y aura toujours des améliorations à faire. Nous pouvons être fiers, enfin, d'avoir adopté lors de notre dernier congrès, le principe de réunir les femmes cadres de notre parti une fois par an sous la Coupole, à Fabien, en assemblée, pour travailler sur ces questions, et du succès de ces assemblées déclinées dans les départements et qui ont rassemblé ces trois dernières années des milliers de camarades femmes de toute la France. Bravo à vous de ne rien lâcher sur ces

questions et merci à vous d'être vigilantes sur notre attitude, à nous les hommes, et sur nos propos que nous pouvons tenir même en privé. J'en ai fait l'amère expérience et j'ai fait mon mea culpa sur ce sujet. Merci à vous, camarades femmes de votre combat.

Hormis ces sujets, nous avons aussi avancé sur plusieurs chantiers avec nos cahiers thématiques que nous avons mis à la disposition de tous sur la mobilité, le logement, le handicap, la Sécurité sociale, l'économie sociale et solidaire, sur la paix et la défense nationale, sur la sécurité, l'éducation, l'agriculture, le monde associatif et ceux qui sont en cours d'élaboration sur la santé, l'enseignement supérieur et la recherche et les droits des personnes LGBTQIA+.

Mes camarades, ce travail-là, c'est brochures, ces cahiers thématiques, ce ne sont pas des cahiers en plus, des brochures en plus. C'est d'abord le fruit d'un travail très important avec les professionnels des secteurs concernés, avec les organisations syndicales, avec les associations. Ils sont une colonne vertébrale et ils dessinent un véritable projet de société ancré dans le réel. Merci à Igor d'avoir piloté à chaque fois ces travaux pour qu'ils passent en Exécutif et au Conseil national. Et je vous dirai que pour un parti d'avoir ces cahiers, c'est un vrai programme et peu de forces politiques peuvent se vanter



d'un tel corpus, y compris celle qui ambitionne de présenter un candidat en 2027. Alors merci à tous les camarades qui ont fait vivre les commissions ces trois dernières années. Vous avez fait un super boulot et il faut le poursuivre. Merci à vous. Vous pouvez vous autoapplaudir. Enfin, dans notre bilan, je voudrais aussi saluer celui de nos élus. Je veux saluer le travail de nos groupes parlementaires parce que là aussi on peut être fiers du travail mené. C'est d'abord un travail d'opposition, que ce soit au Sénat ou à l'Assemblée nationale, permettant d'empêcher autant que possible les mauvais coups. À titre d'exemple, le dernier en date c'est celui porté contre le premier ministre.

Mais c'est grâce au groupe GDR et à son président, Stéphane Peu, qui a menacé d'une censure du gouvernement, que le gouvernement a reculé sur le 100 mai. Bravo au groupe GDR et à cette résistance, mon cher Stéphane.

C'est aussi ce que l'on réussit à empêcher, notamment lors du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, en faisant retirer de la loi des mesures tolérables telles que le doublement des franchises médicales ou le gel des retraites. Mais c'est aussi le travail de conviction qui nous a permis, tout en étant dans l'opposition, de permettre des avancées, même de faire voter des lois, que ce soit sur les retraites dans le monde agricole, sur le

cancer du sein, sur l'allocation familiale dès le premier enfant, sur la nationalisation d'Arcelor dont a parlé Gaétan, qui nous a permis, qui a permis à la loi de nationalisation à faire deux navettes entre l'Assemblée et le Sénat grâce à nos groupes qui l'ont inscrit dans leur niche. C'est aussi le travail des commissions parlementaires, comme sur la vie chère en outre-mer qui va débiter au Sénat. Bravo ! Merci Cécile de l'avoir inscrit. Ou celle portée par Fabien Gay sur les 211 milliards d'argent public versés aux entreprises. Oui, nous avons fait plus que bouger les lignes. Nous avons mis en débat des vraies questions d'ordre économique et social.

Nous pouvons être fiers du travail de nos parlementaires. On peut les saluer, parce qu'ils sont mobilisés tous les jours de la semaine. Ce sont des points d'appui importants pour nos luttes et c'est pour cela que nous ferons tout pour renforcer ces groupes lors des prochaines échéances. La bataille des élus, c'est aussi le rôle de nos élus locaux, départementaux et régionaux. Et là où ils sont en responsabilité, ils montrent leur utilité, le rôle qu'ils peuvent jouer pour améliorer la vie des gens dans un village, dans une agglomération ou un conseil départemental.

Je l'ai montré tout à l'heure avec la gratuité des transports publics. Être utiles, c'est toujours notre obsession et c'est pour ça que faire le bilan de ce mandat et du

rôle des élus, c'est bien sûr montrer l'importance de mener les batailles électorales. Et la dernière bataille que nous avons menée, c'est celle des municipales. Elle a été âpre et difficile avec une partie des forces de gauche. Nous le regrettons. Qui a fait le choix de la division alors que nous avons partout créé les conditions du rassemblement. Nous avons constaté la progression de l'extrême droite, y compris dans des grandes villes de banlieue qui jusque-là étaient épargnées. Nous avons aussi remporté des victoires importantes dans le Gard, en Seine-Saint-Denis, dans les Bouches-du-Rhône, dans le Val-de-Marne, dans le Nord ou dans les Hauts-de-Seine.

Nous avons construit et conduit des majorités de large rassemblement qui ont entraîné de belles victoires aux municipales. Montreuil, Vitry et Nîmes, les trois villes les plus importantes, symbolisent à elles seules de bien belles victoires, y compris face à l'extrême droite avec Vincent Bouget. Ces victoires-là, elles sont importantes. On peut les saluer, elles ne sont pas anodines.

Parce que ce sont des victoires qui sont la preuve de notre capacité à rassembler. La preuve de notre utilité. La preuve que nos concitoyens nous font confiance pour les représenter, pour les défendre. Soyons fiers de ce bilan, comme celui des élections sénatoriales qui se sont tenues pen-



dant ce mandat et qui nous a permis de nous renforcer, de renforcer notre groupe au Sénat, signe d'ailleurs de notre renforcement aux élections locales. J'en profite pour saluer Cécile Cukierman, la présidente du groupe, qui travaille d'ailleurs étroitement avec la commission électorale pour nous accompagner dans ces difficiles batailles. Merci à toi Cécile. Et pas que la bataille électorale, parce qu'elle planche aussi sur la commission du texte. Chapeau ! Bien sûr, aux élections municipales, nous avons perdu quelques villes, des villes importantes comme Vénissieux, à cause du député insoumis qui s'est présenté face à nous. Notons que le Parti

communiste français reste, à l'issue de ces élections, la seconde force à gauche en nombre d'élus et avec plus de 2 millions de nos concitoyens et concitoyennes vivant dans une commune que nous administrons.

Nous avons aussi perdu des députés lors de la dissolution, dans le cadre de l'accord nous liant avec les autres forces de gauche, et nous n'avons pas réussi à gagner lors des élections européennes. Nous avons donc tenu une conférence nationale en décembre 2024, à l'issue des élections européennes et législatives anticipées, qui nous a permis de faire le point sur cette situation.

Et c'était à mi-mandat. Entre nos deux congrès, nous avons évalué nos orientations, acté des décisions telles que la campagne sur l'industrie et les services publics que nous avons mis en œuvre, et nous avons aussi décidé de prolonger nos efforts pour mener la bataille idéologique en France, pour faire reculer l'extrême droite et pour porter un nouvel espoir dans le pays.

Nous avons aussi dit lors de cette conférence nationale, et nous l'avons votée, que nous voulions garantir l'existence d'un groupe à l'Assemblée nationale, mais aussi promouvoir une autre démarche que celle qui a préfiguré avec la Nupes. Nous avons également affirmé nos choix des deux derniers congrès concernant la légitimité que nous avons à présenter un candidat à l'élection présidentielle, tout en précisant que cette décision reviendrait aux communistes à l'occasion de leur congrès, en toute souveraineté. Nous y sommes, et je sais que ces questions ont aussi beaucoup occupé les débats. Heureusement, il n'y a pas eu que ça.

Mais cette question est importante et c'est pour cela que je vous propose d'y réfléchir en nous projetant aussi sur les 15 à 20 ans qui viennent, pour ne pas avoir de stratégie à géométrie variable qui désoriente les Français. Je sais que certains redoutent cette séquence électorale à venir, tant l'offensive de l'extrême droite est forte. Et

tant est grand aussi le besoin de changement après dix années de pouvoir d'Emmanuel Macron.

Personne n'ignore rien du grand danger qui est devant nous. Et c'est pleinement conscient de cette situation que les communistes, lors de la première partie du débat et du choix des textes, proposent majoritairement de se lancer dans cette bataille, de construire une candidature à l'élection présidentielle, une candidature de rassemblement, une candidature utile aux luttes mais aussi déterminante pour faire reculer l'extrême droite.

Les communistes ont exprimé un choix, celui du combat, plutôt que celui du retrait, celui de la bataille idéologique plutôt que de l'effacement, celui de renforcer la gauche plutôt que de la désorienter, et bien sûr, celui de mener la campagne la plus efficace pour empêcher l'extrême droite de prendre le pouvoir. L'extrême droite qui se nourrit des frustrations et de la crise sociale, l'extrême droite qui désigne tour à tour les femmes, les immigrés, les chômeurs, les agents publics, les magistrats comme responsable de tous les maux de notre société sans jamais, jamais pointer la responsabilité du capital. L'extrême droite qui délégitimer la science, qui s'attaque à la culture, qui attise les haines identitaires et qui s'en prend au service public de l'information, qui fait de l'étranger le bouc émissaire permanent.



Nous ne banaliserons jamais, jamais, ce qu'il représente. Et nous savons, nous les communistes, pour les avoir toujours combattus, de quoi ils sont capables. Et c'est pour ça que nous devons construire des réponses à la hauteur.

Mais nous n'avons jamais reculé pour les affronter. Jamais ! Et cette élection, justement, devrait nous permettre d'engager tous les communistes dans une bataille qui, certes, va être dure, mais qui, si on s'y met tous ensemble, permettra de les faire reculer partout où leur idéologie s'implante. Les communistes vont donc faire leur choix jusqu'au bout, et ça se conclura par un vote le 6 septembre prochain sur le choix du candidat.

J'ai dit que j'étais prêt, si vous le décidez,

à mener ce combat avec vous, à vos côtés une nouvelle fois et dès le 6 septembre au soir, une fois que nous aurons voté le plus majoritairement possible pour le choix du candidat, tous ensemble, dès le six au soir, nous serons en campagne. Oui, je le dis, chez nous aussi c'est carré, mais en plus c'est démocratique.

Dans les discussions, les communistes ont aussi appelé à lier présidentielle et législatives et à construire des candidatures de rassemblement aux législatives avec les autres forces de gauche, département par département, pour ne pas réécrire un accord d'union au sommet comme en 2022 et en 2024. Enfin, les communistes l'ont dit avec force, ils sont attachés à l'union. Autant du contenu que du projet.

Et ils affirment assez clairement que ce qui compte, c'est le programme, le projet à défendre auprès de nos concitoyens. Et franchement, admettez-le à la lecture de nos travaux, à la lecture de nos propositions, quel autre candidat que celui que nous porterons peut dans un tel moment, dans un projet pour la France, additionner dans son programme pêle-mêle un plan climat, un plan politique, une politique industrielle et énergétique ambitieuse, la paix et la sortie de l'OTAN, l'égalité des droits et une République universaliste, laïque et féministe. Qui peut additionner tout cela ? Nous sommes les seuls à avoir une telle cohérence dans notre programme, alors assumons-le et allons le défendre auprès des Français.

Et bien sûr, nous tendons la main à toutes celles et tous ceux qui se retrouvent dans cette cohérence, dans ce projet et qui, eux aussi, se projettent dans l'élection présidentielle, notamment à travers une primaire qui n'aura pas lieu. Je leur dis retrouvons-nous, travaillons ensemble, rencontrons-nous, nous ne lâcherons jamais le drapeau de l'union et du rassemblement. Jamais ! Alors retrouvons-nous et travaillons ensemble pour faire gagner la France.

Je le redis, nous voulons résolument battre l'extrême droite et offrir une alternative de progrès aux Françaises et aux Français. Et pour cela, en allant à l'élection présiden-

tielle, bien sûr, nous voulons convaincre, convaincre, toujours convaincre celles et ceux qui doutent, celles et ceux qui hésitent. Je le répète encore une fois, le premier parti de France, c'est celui des abstentionnistes.

C'est à elles, c'est à eux que nous devons nous adresser en priorité pour aller conquérir les voix qui manquent à la gauche pour l'emporter et pour gagner en 2027. C'est cette bataille-là que nous devons mener dans les mois qui viennent et jusqu'au bout, avec une candidature de combat, de résistance offensive déterminée, utile aux luttes et aux mobilisations.

Et nous voulons le faire parce que nous avons un programme, parce que nous avons de l'expérience, parce que nous avons une histoire et un avenir dans ce pays. Parce que tout simplement, le Parti communiste français est une force qui compte et elle a un rôle important à jouer pour renforcer la gauche. Voilà notre objectif pour 2027.

Et à celles et ceux qui doutent parmi nous, à celles et ceux qui se cherchent et qui voudraient même repousser la décision, je leur dis clairement : allons-y maintenant et ne tardons plus. Chaque semaine qui passe, chaque jour qui passe doit être utile pour mener ce combat. Ne prenons pas plus de retard et ne prenons surtout pas le risque de nous retrouver dans une impasse comme en 2017. Assumons nos



choix et jusqu'au bout.

Mes chers camarades, dans un combat de cette nature, difficile, périlleux, la détermination à faire que le peuple, les travailleurs et les travailleuses se mêlent de l'élection sera déterminante. Alors soyons combattifs, offensifs, déterminés et prêts à mener cette grande bataille dès la rentrée, dès la Fête de l'Humanité. Faisons de la Fête de l'Humanité un grand moment, justement pour implanter et faire vivre cette campagne et cette candidature.

Vous pouvez compter sur moi pour la mener avec vous. Donnons-nous de la force, montrons notre unité, notre détermi-

nation, car beaucoup de monde nous regarde ! Alors n'hésitons pas et avançons. Abordons ce 40^e congrès en ayant confiance dans la force de nos idées, dans notre force militante, dans notre capacité à proposer aux Françaises et aux Français un chemin pour changer cette société, pour mettre à l'ordre du jour le droit au bonheur et la paix pour toutes et tous mes camarades, à chacune et à chacun d'entre vous, je souhaite un très bon congrès. Vive le Parti communiste français ! Vive la République laïque, sociale et démocratique ! Vive la France ! ✖

Rapport de la Commission du texte présenté par Léon Deffontaines

Mes chers camarades,

Quel plaisir de nous retrouver ici, à Lille, pour notre 40^e Congrès. C'est un immense honneur pour moi de présider la commission texte de ce congrès, un congrès qui sera important pour notre parti, pour la gauche, mais je dirais plus largement encore pour l'avenir de notre pays.

Avant toute chose, permettez-moi une pensée plus personnelle. La dernière fois que je me présentais devant un congrès national de notre parti, il y a trois ans, je le faisais en tant que secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes de France. Aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'émotion que je retrouve cette tribune dans une autre responsabilité, mais avec la même conviction : l'avenir du Parti communiste français

s'écrit avec sa jeunesse.

Je veux profiter de ce moment pour saluer le formidable travail accompli par le MJCF. Pendant ces trois dernières années, Assan Lakehoul au MJCF et Léna Raud à l'UEC ont conduit notre organisation de jeunesse avec détermination, dans une période exigeante où il a fallu convaincre, organiser, faire grandir nos idées et permettre à de nombreux jeunes de rejoindre le combat communiste. Je veux lui adresser toute notre reconnaissance.

Je veux également féliciter Bastien Bonnargent et Camille Mongin pour l'UEC qui poursuivent aujourd'hui ce travail avec beaucoup d'énergie et d'ambition.

À vous toutes et tous, militantes et militants de la Jeunesse communiste, je veux dire notre fierté. Vous démon-



trez chaque jour que les idées communistes ont un avenir parce qu'elles répondent aux aspirations d'une nouvelle génération qui refuse la résignation.

Notre avenir est là. Continuez à bousculer les certitudes, à faire vivre le débat politique et à porter partout les couleurs du communisme. En mon nom propre et je crois que je peux le dire au nom de toute l'assemblée un grand bravo pour le travail effectué. Ce congrès intervient après plusieurs mois d'un travail démocratique considérable. Un travail qui n'a pas toujours été simple. Un travail parfois exigeant, avec des contraintes de calendriers ayant fortement compliqué les débats, mais je le dis ici, nécessaire et

indispensable dans la période.

À peine les élections municipales terminées, des dizaines de milliers de communistes se sont remis au travail pour débattre de notre stratégie, de nos orientations, de notre projet. Au total, ce sont 5 834 amendements qui ont été déposés. Ce chiffre impressionne. Mais surtout, il dit quelque chose de précieux : notre parti, que certains rêveraient de voir disparu, possède une vitalité démocratique que peu d'organisations politiques peuvent revendiquer aujourd'hui. Dans un paysage politique où les décisions descendent parfois d'en haut, où les militants sont trop souvent réduits au rôle de spectateurs, nous continuons de croire que les grandes

orientations d'un parti doivent être élaborées collectivement. Cette démocratie n'est pas une contrainte. Elle n'est pas une faiblesse. Elle est notre force.

Parce qu'un camarade du bassin minier ne vit pas les mêmes réalités qu'une camarade de Marseille. Parce qu'un militant du Vimeu picard n'affronte pas les mêmes difficultés qu'un camarade de Villejuif ou du Comminges. Parce que le quotidien des travailleurs de l'industrie, de l'agriculture, des services, des quartiers populaires ou des territoires ruraux sont divers et en même temps subissent les mêmes mécanismes d'exploitation et de domination, nous devons faire vivre cette démocratie.

Faire vivre cette diversité, c'est permettre au Parti communiste français de rester profondément ancré dans le réel. C'est ce qui nous distingue.

Je veux ici remercier chaleureusement les membres de la commission texte, qui ont consacré des semaines entières à ce travail. Nous avons parfois passé nos soirées, nos week-ends, souvent en pleine campagne municipale, à lire, comparer, débattre, réécrire, chercher les meilleures formulations pour respecter l'esprit des amendements qui nous étaient proposés. Je veux remercier chaleureu-

sement chacune et chacun d'entre eux. Merci à Stéphane, Marie-Christine, Léo, Vincent, Sylvie, Fatima, Christian, Cécile, Bénédicte, Bora, Shirley, Aymeric, Léna, Elsa, Hervé, Amar, Frédéric, Gladys et Clara. Je veux également saluer le travail remarquable de Nicolas Tardits, qui a assuré le secrétariat de cette commission avec une rigueur, une disponibilité et une patience qui méritent toute notre reconnaissance.

Vous constaterez parfois que votre amendement n'apparaît pas exactement sous la forme où vous l'aviez rédigé ni au même endroit. C'est souvent parce que plusieurs amendements poursuivaient le même objectif. Nous avons alors cherché à les fusionner, à les enrichir mutuellement, à produire une rédaction plus cohérente tout en conservant leur intention politique.

Je vous invite donc, lorsque vous examinerez le texte, à regarder le résultat final avant de conclure que votre proposition n'a pas été retenue.

De la même manière, de nombreux vœux ont été intégrés autant que possible. Quelques ajustements rédactionnels resteront naturellement à effectuer, mais ils témoignent eux aussi de notre volonté constante d'améliorer la vie démocratique de



notre organisation. Et je vous indique également que l'ensemble des vœux seront mis à disposition du futur CN pour les prendre en compte tout au long de la prochaine mandature.

Je voudrais enfin formuler un souhait. Que ce congrès soit le dernier où les désaccords internes donnent parfois lieu à des comportements inacceptables sur les réseaux sociaux !

Nous pouvons débattre avec vigueur. Nous pouvons avoir des divergences profondes. C'est même la vie normale d'un parti démocratique. Mais nous ne devons jamais oublier que ce qui nous unit est infiniment plus fort que ce qui nous oppose. Notre adversaire n'est pas notre camarade. Notre adversaire, c'est le capital ! Notre adversaire, c'est l'extrême droite ! Notre adversaire, ce sont les politiques qui organisent le déclassement social et la mise en concurrence généralisée

des travailleurs.

Oui, c'est important de le rappeler en ce début de congrès. Car le monde dans lequel nous tenons aujourd'hui ce congrès connaît des bouleversements majeurs. L'ordre international est profondément contesté.

Les États-Unis cherchent à maintenir leur domination mondiale par une politique de plus en plus brutale. L'arrivée de Donald Trump n'a fait qu'accélérer cette logique de rapports de force permanents. Nous le voyons au Proche-Orient avec le soutien apporté au gouvernement de Benyamin Netanyahu et à sa politique de guerre, de colonisation, et il faut le dire de génocide à l'encontre du peuple palestinien. Nous le voyons également avec les pressions exercées contre Cuba, avec le maintien et même le durcissement d'un blocus qui dure depuis plus de soixante ans, ou

encore avec les tentatives répétées d'ingérence au Venezuela.

Dans ce contexte, la France devrait porter une voix indépendante, fidèle à son histoire, fidèle à son exigence de paix et de coopération entre les peuples. Force est de constater qu'elle l'a progressivement perdue. À force d'alignements diplomatiques, à force d'abandons industriels, à force de dépendances stratégiques, notre pays donne trop souvent le sentiment de suivre plutôt que de décider.

Nous refusons cette logique. Nous refusons un monde organisé par les rapports de domination. Nous voulons une France indépendante, souveraine, capable de défendre la paix et de construire de nouvelles coopérations internationales.

C'est pour cela que vous remarquerez dans le texte que nous avons largement enrichi d'amendements l'analyse et les propositions sur un nouvel ordre mondial, sur la paix et l'autodétermination des peuples.

Mais notre responsabilité est aussi de regarder lucidement la situation de notre propre pays. Le déclassement progresse. Des territoires entiers ont le sentiment d'être oubliés. Des usines ferment. Les services publics reculent. Le travail ne permet plus toujours de vivre dignement. Des millions de Fran-

çais ont le sentiment que personne ne parle plus d'eux. C'est sur cette colère que prospère le Rassemblement national.

Notre responsabilité est immense. Car la question qui se pose désormais à toute la gauche est simple. Comment empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir ? Je veux partager avec vous une conviction. Premièrement, partout, tout le temps, nous devons débusquer le Rassemblement national en dénonçant ses mensonges. Mais ça ne suffira pas, nous devons proposer une alternative. Nous ferons reculer l'extrême droite en reconstruisant une conscience de classe dans notre pays. En redonnant au monde du travail la conscience de ses intérêts communs. En parlant à celles et ceux qui ne votent plus. En parlant aussi à celles et ceux qui votent aujourd'hui pour le RN parce qu'ils pensent, souvent à tort, qu'il est le seul à entendre leur colère. Notre devoir n'est pas de les mépriser. Notre devoir est de les convaincre. De leur montrer que leurs difficultés viennent des logiques du capital, des politiques d'austérité, de la désindustrialisation, et non de leurs voisins ou des plus fragiles.

Qui, aujourd'hui, est capable de mener cette bataille ? Quelle autre

force de gauche est encore implantée dans autant de territoires populaires, industriels, ruraux, là où l'extrême droite progresse ?

Voilà l'une des responsabilités historiques du Parti communiste français. Nous ne ferons reculer durablement l'extrême droite qu'en reconstruisant la base sociale qui a fait la force de la gauche et de notre parti. Mais comment convaincre si nous disparaissions ? Comment convaincre si nous perdons notre voix ? Comment convaincre si nous renonçons à porter nos couleurs, nos idées et notre projet ?

C'est aussi pour cette raison que la question de l'élection présidentielle est à l'ordre du jour de notre congrès. La présidentielle est le moment où les projets politiques se rendent visibles aux yeux de millions de Français. C'est le moment où une force politique peut parler directement au pays tout entier et qui structurera l'échiquier politique pour les années à venir.

Si nous voulons redonner confiance au monde du travail, si nous voulons faire vivre une perspective communiste, alors nous devons porter notre propre voix.

Oui, je défends la nécessité d'avoir un candidat communiste à l'élection présidentielle. Non par esprit de



témoignage, mais parce qu'il est indispensable que les travailleuses et les travailleurs disposent d'une voix qui parle de leurs intérêts, de leur salaire, de leur emploi, de l'industrie, des services publics, de la paix et d'une nouvelle République universaliste permettant de recréer la concorde nationale mise à mal par celles et ceux qui soufflent matins midis et soir sur les braises de soi-disant conflits identitaires.

Notre ambition ne peut pas être de disparaître derrière d'autres. Elle doit être de faire grandir nos idées non pas

pour diviser mais bien pour ajouter et faire grandir toute la gauche.

Voilà pourquoi nous avons souhaité renforcer tout au long de ce texte notre analyse de l'extrême droite et préciser davantage encore les responsabilités qui sont les nôtres. Cette bataille exige un parti plus fort. Un parti davantage présent dans les entreprises. Davantage présent dans les banlieues. Davantage présent dans les villages. Davantage présent partout où vivent celles et ceux qui produisent les richesses de notre pays.

C'est autour de cette ambition que s'articulent les trois grandes batailles proposées dans le texte. La première est celle de la paix. La seconde est celle d'une République refondée, donnant de nouveaux pouvoirs aux citoyens comme aux travailleurs. La troisième est celle du travail. Parce que le travail n'est pas seulement une question économique. Il est la condition de l'émancipation. Il est la condition de notre souveraineté industrielle. Il est la condition de la transition écologique. Il est la condition de la justice sociale.

C'est pourquoi nous devons retrouver l'ambition d'une véritable planification démocratique, capable de répondre aux immenses défis sociaux, écono-

miques, industriels et écologiques auxquels notre pays est confronté.

Enfin, cette stratégie suppose aussi de faire évoluer notre propre organisation. Renforcer nos cellules. Développer la formation politique. Faire vivre davantage le débat. Être présents là où le salariat se transforme. Inventer de nouvelles pratiques militantes sans jamais renoncer à ce qui fait notre identité. Parce qu'un Parti communiste fort ne se décrète pas. Il se construit, jour après jour, au plus près du peuple.

Mes chers camarades,

Le texte qui vous est présenté aujourd'hui n'est pas celui d'une direction sortante. Il est le fruit d'un travail collectif. Il porte les milliers de contributions venues de tout le pays. Il ne prétend pas répondre à toutes les questions. Mais il fixe un cap. À nous désormais de nous en saisir. À nous d'en faire un outil pour reconstruire une gauche populaire. À nous de redonner confiance au monde du travail. À nous de faire vivre l'espérance communiste.

Bon congrès à toutes et à tous. ✪



Première journée

En ce premier jour de leur congrès national, les centaines de délégués venus de toute la France se sont réunis à Lille. La dernière fois qu'un congrès du PCF se tenait à Lille, ville empreinte d'une histoire ouvrière, industrielle et communiste, c'était il y a 100 ans presque jour pour jour.

C'est à Erwan Jacquemart, nouveau secrétaire fédéral du Nord, qu'il revient de prononcer un mot d'ouverture rappelant les nombreuses figures du Parti communiste provenant de cette région. Il appelle à suivre leur exemple sans rester figé dans le passé.

Les salariés d'Arcelor Mittal sont également montés sur scène. Gaëtan Lecoq souligne qu'aucune formation en France n'est consacrée à l'aciérie, et que si l'industrie de l'acier ferme, c'est un savoir-faire qui se perd. Il lance un appel sous les applaudissements de la salle: "Si Mittal veut dégager, qu'il dégage, qu'il nous laisse récupérer notre outil de production!" Dans son intervention, Fabien Roussel dresse un bilan général de ces trois

dernières années. Il insiste alors sur les campagnes menées, comme la campagne dignité sur les salaires ou celle sur l'industrie et les services publics. Fabien Roussel insiste sur le fait que chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail. Il rappelle que des combats locaux ont également été animés et se sont conclus par des victoires concrètes, comme ceux pour la gratuité des transports, qui sont des réussites en termes d'organisation et d'adhésion.

Les délégations internationales réunissent sur scène le parti communiste israélien, le parti du peuple palestinien et le parti Toudeh d'Iran. Tous appellent unanimement à la paix et à la lutte contre l'impérialisme américain. Au total, 27 délégations internationales sont présentes lors de ce congrès.

Un moment fort de cette première journée a été le message de Miguel Diaz Canel, le président cubain. Il appelle à la mobilisation en soutien au peuple cubain pour mettre fin au blocus impérialiste qui asphyxie l'île. Le premier tour de débat général évoque des sujets aussi larges que la santé, le travail, la souveraineté industrielle ou le changement climatique. Le sujet d'une candidature communiste à la présidentielle de 2027 est



abordé à plusieurs reprises. Ce sont également l'importance de campagnes structurantes, l'organisation et le poids d'un projet de société communiste qui animent les débats. C'est à la fin de la journée que les débats d'amendements ont pu débiter. Divers sujets ont pu être mis en débat, tels que la justice climatique, les origines de la désindustrialisation ou même la place des agriculteurs dans la lutte des classes. C'est avec 80% de votes favorables que la première partie du texte a ainsi été adoptée.✪

**Adeline Roulet,
Maxence Garnier
et Camille Mongin**



- 40^e CONGRÈS -

Séquence internationale

40^e CONGRÈS DU PCF

Délégués internationaux invités

Carte des délégations : pays/région, organisation politique, noms des délégué-es.

53

DÉLÉGUÉ-ES

27

PAYS/RÉGIONS

29

ORGANISATIONS

LECTURE DE LA CARTE

- Europe & Méditerranée
- Asie & Moyen-Orient
- Afrique
- Amériques

DÉLÉGATIONS

Allemagne Die Linke	1
Autriche Parti communiste d'Autriche	1
Belgique Parti du travail de Belgique	4
Cap-Vert PAICV	1
Chili Parti communiste chilien	1
Chine Parti communiste chinois	2
Chypre AKEL	2
Côte d'Ivoire	2

Présences internationales au Congrès du PCF

Survoler un point affiche la liste complète des organisations et délégué-es.

SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF



Note : positionnement géographique indicatif ; le Parti de la gauche européenne est matérialisé à Bruxelles.

https://congres2026.pcf.fr/delegations_internationales

L'internationalisme au cœur du 40^e Congrès

par Vincent Boulet

Le 40^e Congrès du PCF fut placé sous le signe de la paix et de la solidarité internationale.

La base commune largement ratifiée accorde une place importante à l'analyse des recompositions internationales, aux évolutions de l'impérialisme et à l'exigence que la France rompe avec l'atlantisme et l'impérialisme pour mener une politique de paix en application du droit international. Le congrès a décidé de lancer une campagne pour la paix et l'autodétermination des peuples, incluant notamment le renforcement de la campagne de solidarité pour Cuba et de celle pour la mise en place concrète de l'Etat de Palestine. Ce sera un élément central de la campagne présidentielle de Fabien Roussel, tel que cela est proposé à la ratification des communistes début septembre. Notre secrétaire national a largement développé cet aspect dans son discours de clôture.

Le congrès eut également l'honneur d'accueillir 29 délégations internationales, représentant autant de com-

bats de solidarité menés par les communistes (Délégués internationaux — Congrès du PCF). Le secteur international a organisé pour chacune d'entre elle une rencontre bilatérale dont les prochaines livraisons de la lettre internationale du PCF se feront l'écho. Par ailleurs, des organisations ont tenu à nous envoyer des messages de félicitations, qui seront prochainement publiés dans la lettre internationale.

Enfin, le congrès fut marqué par deux moments forts de solidarité internationale.

Le premier a porté sur l'exigence de paix au Proche et au Moyen-Orient, avec une intervention de Qasem Awad, représentant de l'OLP et président de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien, rappelant la solidarité historique entre le PCF et l'OLP. Un moment particulièrement fort fut l'intervention conjointe pour la paix entre les partis communistes d'Israël (Maki), palestinien (Parti du peuple palestinien) et iranien (parti Toudeh d'Iran). Elle démontre la force



de la solidarité internationale pour la paix portée par les communistes.

Le second fut le moment de solidarité avec Cuba. Alors que le peuple cubain est étranglé par l'impérialisme étatsunien, le congrès a réaffirmé l'engagement du PCF en solidarité avec la révolution cubaine. Le PCF est extrêmement honoré d'avoir reçu une vidéo de salutations du président Miguel Diaz-Canel (Miguel Díaz-Canel, Président de la République de Cuba, à l'intention du PCF.). Il s'agit pour nous

d'un engagement, celui de renforcer la campagne de solidarité avec Cuba. Cette forte présence internationale dessine l'activité et la mobilisation internationalistes du PCF pour les prochaines années, la nouvelle direction élue au congrès et l'ensemble des communistes.✶

Vincent Boulet

Responsable du secteur
international du PCF

40^e CONGRÈS





40^e CONGRÈS



Deuxième journée

La deuxième journée du 40^e Congrès a été marquée par une activité démocratique intense, avec l'examen de plus de 120 amendements pour la seule deuxième partie du texte d'orientation.

Le matin a été l'occasion de débats théoriques et stratégiques intenses. Les délégués ont tranché sur plusieurs points fondamentaux pour clarifier la visée du Parti : un socialisme comme phase de transition. Le PCF assume désormais un socialisme offensif, défini par la conquête de nouveaux pouvoirs économiques et sociaux. Une proposition visant à remplacer "socialisme" par "une conception actuelle du communisme" a été largement rejetée, les délégués ont fait le choix d'assumer la nécessité d'une phase de transition conquérante pour transformer les rapports de forces face au capital.

Le débat sur une stratégie communiste en 2027 a été l'un des points d'orgue de la journée.

Les délégués ont massivement rejeté l'idée d'une clause de revoyure début

2027 pour remettre en question la candidature communiste. Pour Fabien Roussel, une telle clause affaiblit la campagne en la rendant "virtuelle". Le PCF a fait le choix d'une candidature offensive et de résistance dès maintenant pour reconquérir les classes populaires et peser sur le rassemblement sans s'effacer.

Les questions de société ont également fait l'objet de nombreux débats. À ce titre, le PCF affirme un féminisme de classe, et réaffirme que la laïcité est un principe non négociable pour l'émancipation des femmes. Sur les services publics, Philippe Rio a porté la voix du communisme municipal, réclamant 50 milliards d'euros pour les collectivités afin de reconstruire les services publics de proximité.

La solidarité avec le peuple palestinien a été réaffirmée avec force, incluant le soutien au boycott des produits issus des colonies israéliennes. Les délégués ont également voté l'opposition à la construction d'un nouveau porte-avion nucléaire, prônant une armée dévouée à la défense du territoire national plutôt qu'à la projection de force sous commandement de l'OTAN. Enfin, un axe de campagne internationale a été créé pour soutenir les peuples en lutte pour leur autodétermination.



En début d'après-midi, la parole a été donnée aux Jeunes Communistes. Bastien Bonnargent, secrétaire national du MJCF, a rappelé l'urgence de s'adresser aux jeunes des lycées professionnels et des CFA face au déclassement. Enfin, Fabien Gay a présenté le développement numérique de *l'Humanité*, présenté comme un outil indispensable dans la bataille idéologique contre la concentration des médias. ⚡

**Adeline Roulet,
Maxence Garnier
et Camille Mongin**



Rapport financier présenté par Christophe Grassullo

Chers camarades,

Nous consacrons donc cette heure matinale des travaux de notre 40^e Congrès à la vie financière de notre parti, à l'examen du bilan financier et aux orientations de travail pour les 3 prochaines années. Le temps nous étant très compté et pour laisser place aux éventuelles questions et surtout au débat sur ces sujets, je veux – en complément des documents qui ont été mis à votre disposition – ne m'arrêter que sur quelques éléments me semble-t-il essentiels pour notre parti, quitte à être parfois un peu rapide. D'abord pour faire un bilan de notre activité collective dans ce domaine depuis notre 39^e congrès, ensuite pour partager quelques réflexions et propositions en lien avec nos orientations politiques, telles que nous les avons arrêtées dans notre texte de congrès adopté hier soir. Je veux d'abord saluer l'ensemble des

trésoriers de nos instances, fédérales, de sections et de cellules pour leur dévouement dans une responsabilité absolument essentielle au déploiement de l'activité communiste, surtout sur le territoire. Merci à celles et ceux qui ont accepté d'assumer cette tâche lors de leurs congrès de section et de fédérations. Votre engagement est précieux pour tout le Parti.

Je veux aussi à ce moment saluer la mémoire de notre camarade Pierre Sotura disparu il y a quelques semaines. Durant les années 1980 et 1990, Pierre Sotura fut un grand trésorier national de notre parti. Nous nous inscrivons pleinement dans les efforts de Pierre, comme de ceux qui lui ont succédé, pour donner à notre parti les moyens de son intervention politique à toutes les échelles. Avec le souci constant de politiser cette question de nos ressources et du financement de notre parti. Ce fut – de mon point de vue – un grand apport de Pierre



Sotura à qui s'adressent nos pensées à ce moment.

Ces moyens donc, ce sont ceux qui figurent dans le document qui vous a été remis, en particulier dans le tableau des comptes d'ensemble du Parti pour les exercices 2022, 2023 et 2024, sachant que nous venons de déposer les comptes du Parti pour l'exercice 2025 en début de semaine auprès de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) et

qu'ils ne sont donc pas, à ce stade, validés par la commission. Je ne vais évidemment pas commenter l'ensemble de ces chiffres, mais plutôt en souligner les principaux enseignements.

Une précision à ce sujet pour les non-initiés : il s'agit bien de l'ensemble des comptes consolidés du Parti, ceux du Conseil national, des fédérations, des sections et cellules, mais aussi de l'ensemble des structures dépendant directement de l'activité du Parti

communiste, dont les nombreuses structures portant notre patrimoine, nos SCI (Société civile immobilière), Société anonyme et autres structures juridiques de ce type.

C'est un véritable défi pour notre parti que de répondre ainsi aux exigences de la loi Bayrou de 2018, exigences qui soulèvent de vraies questions démocratiques pour un parti comme le nôtre. Nous avons ainsi déposé ce mardi les comptes 2025 de 1 703 structures, représentant plus de 400 000 lignes comptables pour satisfaire aux attentes de la CNCCFP. Lors du précédent congrès, ce sont près de 1 300 structures qui avaient été consolidées, faisant l'objet de 300 000 lignes comptables. Je redonne ces chiffres pour situer l'importance du processus de consolidation de nos comptes et la rigueur collective qu'il impose.

Je le rappelle, ce qui est en jeu chaque année avec cette consolidation, c'est la conformité à la loi qui nous permet de bénéficier du financement public adossé aux résultats des élections législatives et sénatoriales. C'est cette conformité qui permet aux cotisants, souscripteurs, élus de bénéficier de la réduction d'impôt. Enfin, cette conformité est indispensable pour que le Parti soit autorisé à

financer les campagnes électorales. Quoique nous pensions du cadre législatif sur le financement de la vie politique, c'est donc un enjeu majeur de nous plier à ces règles dans la plus grande rigueur et de satisfaire aux attentes de nos commissaires aux comptes avant celles de la CNCCFP.

C'est en tout cas à cela que travaillent nos camarades du pôle consolidation, sous l'impulsion de Nathalie Birckx, camarades que je veux en votre nom saluer et remercier pour leur engagement, au siège comme auprès des fédérations et sections tout au long de l'année. Je crois que nous pouvons les applaudir pour les remercier chaleureusement.

Ces comptes d'ensemble, qui sont validés par la Commission nationale des comptes de campagne et des formations politiques sont donc publics, consultables en permanence auprès de la CNCCFP, illustrent à la fois la solidité financière de notre parti et la stabilité de ses ressources.

Cette stabilité ne relève évidemment pas de l'évidence mais bien des efforts constants des communistes pour financer l'activité de leur parti.

Cette constance est illustrée par le tableau qui revient sur l'évolution des 4 grandes ressources du Parti depuis 2018 : aide publique pour une part



assez limitée (moins de 8 %) mais surtout nous concernant : cotisations des adhérents, versements des élus et souscriptions. Je reviendrai sur cette originalité. L'ensemble de ces ressources directement liées à l'activité politique des communistes avoisine chaque année les 20 millions d'euros dont les ¾ sont destinés à nos instances locales, fédérations, sections et cellules. Depuis 2018, la somme de ces produits est stable, comme le montre le graphique intégré au document financier.

Il faut y ajouter chaque année les produits des structures dépendantes du Parti, notamment dédiées au portage

de notre patrimoine, que l'on retrouve dans les produits exceptionnels de nos comptes.

Je fais juste une précision sur ces produits exceptionnels qui représentent des montants conséquents et peuvent donc faire l'objet d'interrogations. Ils représentent pêle-mêle les droits d'auteurs, les aides reçues d'associés (uniquement pour les SCI, SARL, etc.), produits divers ne relevant pas de l'activité (remboursement de pénalités, indemnités d'assurances, régularisations d'erreur d'affectation comptable des années antérieures), ainsi que les apports de partis (contrepartie des 653) devant figurer

dans les comptes de campagne.

Ainsi, pour 2022, 2023 et 2024 sont affectées dans ce poste toutes les recettes diverses et exceptionnelles qui ne relevaient pas de l'activité normale d'un parti politique. En 2023 il n'y avait pas d'élection et donc pas de produits provenant des comptes de campagne et des refacturations aux mandataires.

Au total, l'ensemble de ces produits hissent chaque année nos ressources à une trentaine de millions d'euros, faisant du Parti communiste français l'une des formations politiques les plus importantes pour son financement.

C'est dire si – malgré tous les défis politiques et ils ne manquent pas – le Parti communiste français dispose de fondations encore très solides. Pas tant parce que nous nous contentions d'entretenir un héritage ou de gérer des acquis, comme je l'entends parfois, mais bien parce que le Parti peut compter sur l'engagement constant de sa force militante, comme sur le rayonnement de nos élus, au Parlement tout autant que dans l'ensemble des institutions locales, pour se donner des moyens d'action.

L'affectation de nos ressources aux

différents niveaux d'organisation du Parti n'apparaît pas dans les tableaux des comptes d'ensemble, mais – comme je l'ai dit précédemment – ¾ de celles-ci servent directement l'activité de toutes nos instances locales, fédérations, sections et cellules.

Loin des pratiques hyper-centralisées de certaines formations politiques, où quelques-uns décident de la mobilisation des moyens pour l'ensemble de l'organisation, notre parti s'est au contraire construit sur la décentralisation de son activité et de ses décisions.

Il s'agit bien sûr de garantir la souveraineté de l'adhérent mais aussi d'encourager l'engagement militant au plus près des citoyens et des travailleuses et travailleurs, notamment pour mener la bataille idéologique, construire et soutenir les luttes. Ces moyens décentralisés pour une bonne part servent aussi à former les militants, à rémunérer nos permanents, indispensables pour faire vivre le Parti au quotidien. Ils servent également à préserver notre patrimoine, nos locaux de sections et de fédérations, des lieux utiles au déploiement de l'activité politique.

Nous avons préservé – au fil du temps – cette capacité à mettre beaucoup de nos moyens au service de l'action

de proximité et c'est très bien ainsi. Pour autant, nous avons besoin – de mon point de vue – de réfléchir sérieusement à cette répartition de nos ressources et donc à notre capacité d'intervention partout et à tous les niveaux.

Nos comptes d'ensemble masquent ainsi de très fortes disparités entre les territoires et appellent des solidarités plus fortes sous peine de voir certaines de nos organisations affronter de grandes difficultés.

Ces solidarités, nous les assumons d'ores et déjà depuis longtemps au niveau national, en consacrant près de 300 000 euros et 5 % du budget du Conseil national aux aides à fédération. Ces aides financières à quelque 32 fédérations sont évidemment très utiles, mais ne doivent pas masquer l'exigence d'un renforcement politique des fédérations concernées, avec des suivis nationaux plus investis à leurs côtés comme avec une politique de cadres de fédérations.

Nous assumons pleinement ce besoin de solidarité financière avec les fédérations les plus en difficulté. Mais cela ne doit pas nous faire ignorer le besoin d'être collectivement très attentifs à nos moyens nationaux.

Je crois ainsi que nous avons besoin de travailler au renforcement des



moyens de la direction nationale. Disant cela, je n'oppose pas le local au national ou inversement. Je crois profondément que les moyens nationaux du Parti – environ 6 millions d'euros annuels – ne peuvent non seulement plus être affaiblis – par exemple en acceptant que le tiers cotisation qui lui revient statutairement ne soit pas reversé ou reversé partiellement –, mais qu'il y a besoin de travailler à leur développement.

D'abord parce que nous faisons le choix de participer à tous les grands rendez-vous électoraux nationaux, présidentielles, législatives, sénatoriales ou européennes, et qu'il y a dès lors besoin de moyens dédiés nationalement.

Ensuite parce que la construction de notre projet politique, de nos campagnes nationales, l'élaboration des idées que nous voulons mettre en débat dans la société nécessitent plus de moyens – notamment humains – pour nos commissions de travail, pour l'exécutif national et la vie du siège national au quotidien.

Le bilan d'activités (et de financement donc) de ces 18 derniers mois par exemple, suffit à souligner cette exigence de moyens plus importants.

De quoi parlons-nous concrète-

ment ?

Du Plan climat Empreinte 2050 et les initiatives pour sa popularisation, plan élaboré par la commission Écologie du Parti et présenté en novembre 2023.

Je pense aussi à la 3^e Assemblée nationale des femmes, à l'événement que nous avons tenu à l'occasion des 20 ans de la loi handicap (11 février 2025), aux journées sur les services publics et l'industrie (24 mars et 17 mai 2025), aux assises de la protection de l'enfance (7 juin 2025), à l'initiative pour les 80 ans de la Sécurité sociale (29 septembre 2025), à la soirée pour la laïcité consacrée au 120 ans de la loi de 1905 (1^{er} décembre 2025), au colloque sur les femmes et la résistance (21 février 2026), aux nombreux événements culturels et artistiques organisés au siège, singulièrement avec Libres comme l'art.

Il faut aussi intégrer les très nombreuses initiatives du secteur international, à la conférence internationale coorganisée par le PCF et l'OLP le 4 juin 2025 pour le lancement, avec des dizaines de personnalités, d'une alliance internationale pour les droits du peuple palestinien et la reconnaissance de l'État de Palestine, comme à l'extension à tout le pays de la campagne des 1 million d'oliviers initiée



par la fédération du Val-de-Marne.

Je pense aussi à la campagne de solidarité avec le peuple cubain qui a permis l'envoi de plusieurs tonnes d'aide matérielle et de faire progresser le rejet du blocus des USA et le combat contre l'extraterritorialité des lois étatsuniennes.

Je peux aussi citer les 19^e rencontres de solidarité européenne avec Cuba et la formidable mobilisation pour l'organisation de la solidarité concrète avec le peuple cubain.

Je pense au beau rendez-vous de l'université d'été, qui se déroulera

cette année à Toulouse, après les deux très belles éditions de Montpellier. Je pense enfin au financement de nos revues qui participent au rayonnement des idées communistes ou des cahiers thématiques élaborés par les commissions, outils très importants pour faire partager notre projet d'émancipation pour la France et pour le monde. Et je pense enfin au soutien financier important que nous apportons à la JC, dans le respect de son autonomie.

Sans ces moyens nationaux, tout cela n'existe pas en réalité, parce que le

Parti communiste français n'est pas l'addition de fédérations et de sections autonomes, mais un parti politique national doté d'une organisation décentralisée.

Voilà pourquoi j'insiste sur cette réflexion qui doit nous conduire à être tous comptables des moyens de toutes nos instances et pas seulement de celles dans laquelle nous exerçons nos responsabilités de dirigeants ou dans laquelle nous militons.

Financement de la présidentielle

Nous avons de ce point de vue un rendez-vous financier de court terme : à savoir le financement de la campagne de l'élection présidentielle avant celui des législatives. Décider de participer à cette bataille politique avec une candidature communiste n'a de sens que si nous nous donnons les moyens, dans le même mouvement, de financer la campagne.

Des premières décisions ont été votées par le CN sortant en ce sens. D'abord en affectant 1 M€ aux dépenses de campagne dès 2026 dans le budget du CN. Ce montant est évidemment loin de suffire aux besoins d'une campagne présidentielle, pour laquelle un montant de dépenses de 4 M€ environ doit être anticipé. Nous avons proposé et

décidé de couvrir cette première provision de dépenses par une première souscription populaire dédiée à la campagne, en complément de la souscription nationale de fin d'année, de 500 000 euros d'ici à fin décembre. 500.000 euros peuvent par ailleurs faire l'objet d'une contribution des fédérations dès le vote des adhérents passé, qui pourrait être porté à 1 M€ d'ici avril 2027, à l'image de ce que nous avons déjà fait lors de l'élection présidentielle de 2022 et des élections européennes de 2019 et 2024.

C'est un objectif que nous avons déjà atteint à 3 reprises et qui peut être rempli une fois encore. Cela nécessite évidemment une mobilisation de tous nos moyens, ceux des fédérations, mais aussi ceux des sections dont un certain nombre d'entre elles – pas toutes certes – disposent d'une trésorerie conséquente.

Au-delà des échéances électorales immédiates, quelles priorités devons-nous fixer à notre vie financière et à son développement ?

De mon point de vue, il nous faut partir de ce qui fait notre force, à savoir un financement populaire et militant de notre parti ! C'est une originalité dans le paysage politique de notre pays, comme le confirme un des docu-



ments mis à votre disposition où sont comparées les sources de financement des grandes formations politiques.

Vous le savez, le Parti communiste ne dépend ni des bonnes grâces de la bourgeoisie, ni du soutien matériel de grands groupes capitalistes. Son avenir n'est pas non plus assujéti à l'aide publique, dont le montant est – vous le savez – dépendant de élections législatives et sénatoriales.

Il dépend très largement de 3 leviers :
– La cotisation des adhérents pour environ 6 millions d'euros chaque

année ;

– Les souscriptions populaires pour 5,5 millions d'euros en moyenne ces dernières années ;

– Et le reversement de nos élus pour un montant sensiblement équivalent au produit des cotisations (soit environ 6 millions d'euros) et sur lequel je veux dire deux mots.

Nos règles de vie en matière de reversement des indemnités de nos élus – respectées par la très grande majorité de nos camarades qui exercent des responsabilités électives – sont très vertueuses parce qu'elles n'autorisent

pas d'enrichissement personnel et font des élus communistes des « élus pas comme les autres », au service des intérêts populaires et non de leur devenir personnel. Ces règles sont aussi décisives pour le financement de l'activité de nos fédérations et sections en plus de permettre le rayonnement de nos idées dans les institutions et d'y prolonger les luttes sociales.

Aucun autre parti ne peut se prévaloir de cette conception du rôle de ses élus et nous devons en être fiers, tout en continuant d'être exigeants quand ces règles ne sont pas mises en œuvre.

Cela vaut aussi pour le **financement au travers de la cotisation**, qui est, avec les souscriptions, la clé de notre autonomie et de notre rayonnement politique.

C'est la raison pour laquelle nous devons poser un regard lucide sur la bataille de la cotisation, en lien évidemment avec le renforcement du nombre d'adhérents.

Ainsi, la baisse du nombre de cotisants, si elle s'est sérieusement ralentie, ne s'en poursuit pas moins et doit être affrontée partout avec la même lucidité. De trop nombreuses fédérations perdent encore des cotisants, et il nous faut donc réellement mener

cette bataille, et du renforcement et de la cotisation, vitale pour le Parti.

Nous devons tout autant poursuivre et amplifier le travail de direction pour renforcer les fédérations les plus affaiblies, je pense aux 11 fédés qui comptent moins de 100 adhérents (contre 10 en 2023). Certaines parmi elles ont d'ailleurs plutôt tendance à retrouver quelques couleurs, mais nous devons veiller à ce que le Parti ne disparaisse pas dans un certain nombre de ces territoires, faute de renouvellement et d'adhésions en nombre conséquent. Beaucoup trop de fédérations continuent à perdre des cotisants. N'en faisons pas l'objet de mauvaises polémiques, ne cultivons aucun défaitisme sur ce sujet, mais travaillons au contraire partout à des objectifs ambitieux de reconquêtes de nouveaux cotisants. C'est non seulement indispensable mais tout à fait possible !

Ainsi, les situations sont très inégales en la matière et infirment les théories du déclin inéluctable.

Certes trop peu nombreuses, un certain nombre de fédés – grandes comme « petites » – ont ainsi gagné des cotisants depuis notre dernier congrès. C'est évidemment la conséquence de dynamiques politiques travaillées par les camarades,



comme le montre l'expérience de nos camarades des Bouches-du-Rhône par exemple, où renforcement du Parti, du nombre d'adhérents et de cotisants se conjuguent avec des luttes, des campagnes politiques en lien avec les attentes populaires et des succès électoraux.

Reconquérir des cotisants passe aussi par un travail d'organisation tenace, par des campagnes de renforcement plus offensives, mieux animées, argumentées, en lien avec nos campagnes politiques, autant que par un travail très tenace de contact avec l'ensemble des adhérents avérés pour amener chaque communiste à la

cotisation.

L'enjeu pour les directions, pour toutes les directions, est donc majeur et doit être mis à l'ordre du jour de leurs réunions dès le congrès passé. À défaut, nous ferons le même constat dans 3 ans. Cotisation systématique pour chaque adhérent donc, mais aussi cotisation au bon niveau, parce que cotiser au PCF, c'est bien plus que se donner un droit de vote.

Renforcement du montant de la cotisation

Nous avons engagé au cours de ce mandat une bataille pour la réévaluation des cotisations, avec l'objectif de

nous rapprocher du 1 % minimum des revenus. Elle a porté ses fruits dans les fédérations où cette campagne a été animée avec les sections, en posant systématiquement la question à l'ensemble des cotisants. Je pense à nos camarades du Puy-de-Dôme ou encore de l'Hérault.

Autant que le nombre de cotisants, la question du montant et de la régularité de la cotisation est un enjeu majeur. On ne peut pas, par exemple, collectivement se satisfaire de voir des camarades ne verser que lors des consultations des adhérents et parfois pour des montants dérisoires.

Cotiser à 1 % de ses revenus au minimum quand c'est financièrement soutenable, ce n'est pas financer une sensibilité ou même une direction, comme j'ai pu parfois le lire ou l'entendre, pour justifier des baisses ou des refus de cotisation. Non, cotiser au bon niveau et régulièrement, c'est pour un adhérent financer le Parti communiste français, son intervention politique, auquel chaque adhérent est forcément attaché. C'est participer au financement de ses permanents, nationaux ou locaux, au financement des travaux de ses commissions, à la diffusion des idées communistes, c'est financer la formation des adhérents ou encore les temps forts de notre vie

démocratique à l'image de ce congrès, qui a nécessité beaucoup de moyens pour son bon déroulement.

Consacrons donc notre énergie et nos efforts collectifs à convaincre les adhérents du bien-fondé de la cotisation à 1 % quand c'est financièrement possible et de son versement régulier pour disposer de trésorerie, dans les sections, les fédérations et au CN.

Cet effort financier – et c'en est un – n'est pas une punition, ni même une conception étroite de la souveraineté de l'adhérent. C'est un acte politique qu'il faut sans doute mieux valoriser, notamment en communiquant plus et mieux sur l'originalité de notre mode de financement. Le « national » y aidera plus et mieux.

C'est pourquoi je vous propose que la prochaine direction nationale se fixe pour objectif politique non seulement de regagner au moins 3 000 cotisants, voire 5 000, d'ici au prochain congrès, mais que la question soit réellement posée à chaque cotisant actuel du montant de sa cotisation et de sa réévaluation. Cela implique que toutes nos fédés s'inscrivent dans cette bataille, en lien avec les sections qui sont les structures de proximité avec les cotisants.

Les campagnes électorales à venir, présidentielle et législatives, qui vont



être l'occasion d'une mobilisation militante importante, doivent être des tremplins pour amplifier ce travail. Un travail exigeant, pointilleux, de nom par nom, mais un travail utile à l'ensemble de nos instances de travail.

Notre patrimoine

Je veux pour finir aborder rapidement la question de notre patrimoine.

Depuis 3 ans et notre 39^e congrès, des efforts considérables ont été menés nationalement pour animer un travail de sécurisation, de maîtrise et de valorisation du patrimoine du Parti

communiste français.

Dans de nombreuses fédérations, nous avons engagé ou achevé un travail de maîtrise juridique de celui-ci, de mise en cohérence des outils de portage de ce patrimoine qui tienne compte de l'évolution sensible du contexte législatif, comptable ou fiscal. Avec un souci constant de notre part : permettre aux communistes de conserver la pleine propriété de locaux hérités des générations précédentes et disposer des locaux adaptés à l'activité politique telle qu'elle doit être conçue aujourd'hui.

— 40^e CONGRÈS —

Nous disposons ainsi d'une formidable richesse en la matière, que nous ne devons ni fétichiser, ni brader. Ce patrimoine ne doit pas nous échapper sous prétexte que nous avons trop négligé, ici ou là, les enjeux concrets de son portage juridique.

Nous pouvons également engloutir des moyens très importants si nous ne l'adaptions pas à nos besoins et à nos ressources, et ce au détriment de l'activité politique qui doit demeurer la priorité. De nombreuses expériences montrent au contraire que nous pouvons faire fructifier ces biens, pour dégager des ressources nouvelles au service de l'activité politique.

Le secteur trésorerie, accompagné de compétences comptables, juridiques, fiscales demeurera durant le prochain mandat à disposition des fédérations qui doivent mener ce chantier désormais urgent de la maîtrise juridique de nos biens et de leur valorisation.

Chers camarades,

La qualité du financement de notre activité politique ne se décrète pas. Elle se construit en lien avec les dynamiques politiques que nous sommes capables d'initier, particulièrement auprès des salariés et dans les luttes. Elle exige également une très grande rigueur dans la façon dont nous travaillons notre politique financière, en



lien avec notre politique d'organisation et en assumant pleinement l'originalité de notre financement, un financement populaire et militant, conforme à notre conception de ce que doit être une révolutionnaire et populaire.

Je vous remercie.

Vive le 40^e congrès du PCF ! 🌟

**Bilan financier
Vie financière**

**Rapport de Christophe Grassullo,
trésorier national**



SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Rapport de la commission des mandats présenté par Léa Comushian Axel Blanchet

Bonjour camarades,

Nous avons été chargés de
rapport de la commission
des mandats. Nous avons

travaillé en nous demandant notamment si les objectifs que nous nous étions fixés au précédent congrès ont été atteints en totalité ou en partie. Ces objectifs étaient notamment le renouvellement de nos cadres, notre présence dans l'entreprise, le développement de nos cellules, le rajeunissement de notre parti et sa composition sociologique.

Notre congrès national accueille 660 délégué-es et, 38 membres du CN invité-es. Le questionnaire proposé a été rempli par 566 délégué-es. Les éléments que nous allons décrire sont le fruit de ce questionnaire, et donc peu-

vent être incomplets, et les questionnaires à choix multiples peuvent donner des résultats dépassant 100 % par exemple.

Notre doyenne est Francoise Dalle-Mule, de l'Allier, qui a 83 ans, et notre benjamine est Yonna Capobianco, du Var, qui a 17 ans.

La moyenne d'âge est de 48 ans, identique au dernier congrès.

Parmi ces réponses, nous avons 278 femmes et 273 hommes.

Le taux de prise de parole dans les débats de nos camarades femmes n'a atteint que XX %. Il nous reste donc du travail à faire sur ce sujet pour atteindre une parité réelle

Pour la moitié des délégué-es, c'était leur premier congrès. C'est la même proportion que la dernière fois, ce qui



montre une volonté collective de participer au plus grand nombre de participants à l'élaboration de nos orientations et peut-être aussi d'en faire un moment formateur y compris pour des adhérent-es récent-es.

Fidèles à l'héritage de notre parti, 80 % des délégué-es sont impliqués dans le milieu syndical ou associatif. Nous proposons que pour le prochain congrès, activité syndicale et activité associative fassent l'objet de 2 questions distinctes afin de mieux appréhender le nombre de militant-es impliqués sur leur lieu de travail.

70 % d'entre nous militent dans une commune urbaine, 35 % dans une commune rurale, et 15 % en quartiers populaires. Enfin, 15 % déclarent militer sur leur lieu de travail (7 % dans une entreprise, 7 % dans un établissement d'enseignement 1 % dans un établissement de santé). C'est forcément insatisfaisant et nos objectifs de congrès sont encore loin d'être atteints sur ce point.

Sur la question du militantisme au Parti, 86 % de nos congressistes déclarent n'avoir pas de difficulté à militer et 1/3 militent au sein d'une cel-

lule. Nous pouvons constater que nos camarades sont encore peu organisés en cellules, alors que cela avait été une des décisions prises par notre dernier congrès

30 % sont investis d'un mandat d'élu. Le questionnaire nous informe que nous avons 102 conseillères et conseillers municipaux, et 44 maires-adjoints.

Les efforts de formation de notre parti portent leurs fruits, puisque plus de la moitié des congressistes ont fait un stage de base. Cette statistique est perfectible au vu de la demande de formation, et de la raison d'être du stage de base qui a vocation à être suivi par chaque camarade : 1/3 des congressistes restants souhaitent d'ailleurs y participer.

Le stage cadres régional, créé en 2023, a déjà formé 10 % de nos congressistes, et 20 % pour le stage cadres national. Conjugué au renouvellement d'environ la moitié de notre congrès, cela montre la mise en œuvre de nos orientations sur le plan de la formation.

La demande reste forte puisque plus de 200 congressistes souhaitent par-

ticiper à un stage cadres national ou régional.

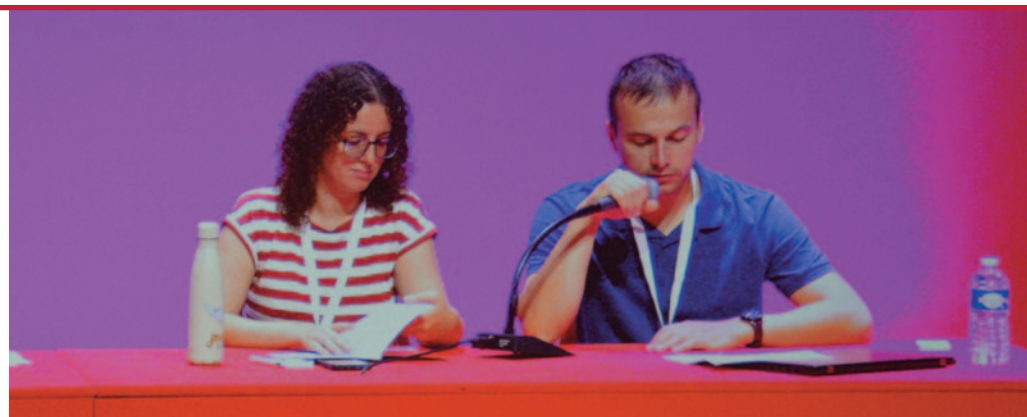
Au niveau de notre composition sociologique, rien n'a significativement changé. On constate les mêmes tendances que lors des congrès précédents : une forte surreprésentation des diplômés du supérieur, et de fonctionnaires et de salariés en CDI. A contrario, les Français ayant un niveau de diplôme inférieur au bac sont sous-représentés dans notre congrès.

On retrouve également un manque de diversité des situations d'emploi qui n'est pas non plus représentative de la population française.

Or, nous souhaitons être le parti des travailleuses et des travailleurs, notamment celles et ceux qui vivent le plus violemment le déclin et l'exploitation capitaliste : l'une de nos ambitions doit être de les laisser prendre leur place et s'impliquer à tous les niveaux.

En ce qui concerne les journaux, *l'Humanité* reste lue par près de 80 % des congressistes, mais 150 lecteurs la lisent sans être abonnés.

Plus de la moitié des congressistes



lisent *l'Humanité Magazine* et 100 lisent *La Marseillaise*. Seuls 7 % ne lisent aucun de ces journaux, ce qui montre l'intérêt des communistes pour leurs journaux.

Concernant les revues du Parti, *Cause Commune* est la revue la plus lue. Cependant, 35 % d'entre nous n'en lit aucune malgré leur diversité et leur qualité. La bataille de l'abonnement reste d'actualité car 75 % d'entre nous ne sont abonnés à aucune revue du Parti.

En conclusion, ces questionnaires certes imparfaits nous permettent de constater la vivacité et les forces de notre congrès, largement renouvelé et reflet de notre organisation. L'implication des communistes dans le monde associatif et syndical et leur lecture de nos revues et des journaux amis sont

des points d'appui, même si la bataille de l'abonnement reste à développer. Le renforcement du Parti dans les entreprises et lieux de travail reste un enjeu majeur qui demande encore des efforts importants. C'est également le cas pour la place des femmes dans notre organisation, leur prise de parole et donc de responsabilité. En lien avec tous ces aspects, le développement du parcours de formation est attendu de pied ferme et permettra de nourrir notre parti et nos batailles.

La commission des mandats espère que les orientations prises lors de ce congrès et leur mise en œuvre permettant à nos délégations d'être plus représentatives du monde du travail lors de nos prochains congrès. ✪

Rapport de la commission des candidatures présenté par Véronique Mahé

Bonjour à toutes et à tous, chères et chers camarades.

Nous voici arrivés au dernier jour de nos débats de congrès, ici à Lille, avec en cette fin de matinée l'élection de notre nouvelle direction nationale.

Avant d'entrer dans le vif de ce rapport, je souhaite que nous ayons ensemble une pensée pour nos deux camarades qui siégeaient au Conseil national et qui nous ont quittés au cours de ce mandat : Séverine Rizzi, de la fédération de Gironde, syndicaliste CGT cheminote, et Pascal Pontac, de la fédération de Loire-Atlantique, syndicaliste CGT Ports et Docks. Nous ne les oublions pas. Leur travail au service du Parti, des communistes et du monde du travail reste vivant parmi nous et dans les fédérations où elle et il ont tant donné.

Je veux également saluer l'engagement de toutes celles et de tous ceux qui ont siégé au Conseil national sortant. Je leur rends hommage pour le travail accompli au service de notre parti pendant ces trois années, et pour beaucoup depuis bien plus longtemps. La situation actuelle du Parti, avec ses avancées comme ses débats fraternels et parfois vifs, est aussi le résultat de leur engagement. Notre proposition est le fruit du travail collectif de la commission des candidatures. Mais c'est une proposition construite à partir du choix des communistes, dans tout le pays. À ce titre, je veux saluer le travail des fédérations, des secrétaires départementales et départementaux et des directions départementales, ainsi que l'engagement de tous les membres de notre commission.

Notre commission émane des fédérations. Elle procède d'une élaboration collective, issue de la base et donc de l'ensemble des adhérentes et des adhérents du Parti. Elle a été désignée par les fédérations, complétée par une délégation élue par le Conseil national sortant, et elle a associé des camarades venant de nombreux départements.

Nous nous sommes réunis à neuf reprises : le 7 avril pour la délégation du CN, puis les 20 avril, 4 mai, 18 mai, 8 juin, 22 juin, 29 juin, et enfin deux fois pendant le congrès.

Avec Pierre Lacaze, coprésident de la commission, nous avons fait un choix dès la première réunion : travailler avec l'ensemble de la commission, avec toutes les fédérations, à chaque étape. Notre objectif tout au long de ce travail a été le même : parvenir à



une liste commune, qui rassemble tous les communistes et qui ressemble aux communistes.

Notre travail s'est appuyé sur les statuts du Parti, sur l'expérience du Conseil national sortant, et sur les contributions des membres du CN à l'évaluation de leur mandat.

Ces contributions sont précieuses. Elles pointent trois problèmes majeurs.

Le premier, c'est l'absentéisme et l'implication irrégulière. Trop de membres du CN participent peu, voire pas, aux réunions et aux commissions. Le rôle de conseiller-es nationaux est souvent réduit à une présence ponctuelle, sans mission clairement définie.

Le deuxième, c'est la qualité des débats. Beaucoup de camarades décrivent un CN qui fonctionne comme une chambre d'enregistrement, avec une succession d'interventions individuelles, peu d'échange réel, et un sentiment récurrent d'inutilité.

Le troisième, c'est le lien avec les fédérations, les commissions et les élu-es. Des progrès ont été faits, mais le lien reste trop souvent descendant, et les travaux des commissions ne nourrissent pas assez la vie du Parti.

Ces constats ont guidé notre travail. À partir de ces enseignements et des débats du congrès, la commission a retenu plusieurs critères.

Premier critère : la disponibilité et l'implication. Chaque membre du nouveau Conseil national doit être en capacité d'assumer une mission concrète : participation active à une commission ou à un secteur, suivi territorial de fédérations, production politique, contribution à la formation, animation de réseaux. Le CN est une

instance d'orientation et d'animation, pas seulement une présence.

Deuxième critère : la parité et la féminisation des pratiques. Les statuts affirment un engagement féministe, et le Conseil national est élu à parité. Mais les contributions des membres sortants montrent que cette exigence doit se prolonger dans les pratiques : monopole masculin de la parole, contestation de l'autorité des présidentes de séance, dépassements de temps répétés. Nous voulons une féminisation qui ne se joue pas seulement dans les chiffres, mais aussi dans le fonctionnement quotidien du CN.

Troisième critère : le renouvellement, articulé à l'expérience. L'entrée de nouvelles dirigeantes et de nouveaux dirigeants, de nouvelles élues et de nouveaux élus, de nouvelles et nouveaux responsables de fédérations et de commissions est essentielle. Elle doit s'accompagner du maintien d'une part d'expérience, pour assurer la continuité politique et organisationnelle.

Quatrième critère : l'ancrage territorial. Le nouveau CN doit ressembler à ce qu'est le Parti dans le pays. Cela passe par la représentation d'un grand nombre de départements, par un équilibre entre l'Île-de-France et les

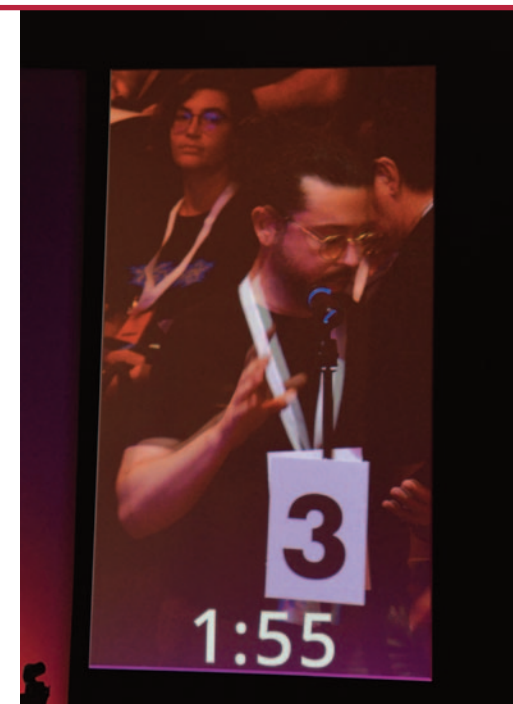
autres régions, et par la présence des territoires populaires et ruraux.

Cinquième critère : la diversité des engagements. Nous avons voulu une direction qui reflète la richesse militante du Parti : syndicalistes, responsables associatifs, salarié-es du privé et du public, ouvrier-es, intellectuel-les, jeunes, élu-es, responsables de secteurs thématiques. Et nous avons cherché des camarades capables de faire vivre le lien entre le CN, les commissions et les élu-es.

La question du nombre de membres du CN a fait débat. Notre choix n'est pas technocratique. Il ne s'agit pas de réduire pour réduire, mais de chercher la direction la plus efficace en lien avec les fédérations.

Les constats du mandat écoulé, je viens de les évoquer, plaident pour un format plus concentré. Un CN plus resserré, c'est un CN où chacune et chacun a une place, une mission, une responsabilité. C'est un CN où le travail collectif redevient possible.

C'est pourquoi la liste soumise au vote du congrès compte 162 candidatures. Nous avons reçu 214 candidatures, dont 93 femmes et 121 hommes. Toutes étaient de qualité, je tiens à insister sur ce point. Toutes les fédérations et l'ensemble des communistes ont eu connaissance des



candidatures non retenues, et nous pourrions revenir sur certaines d'entre elles si le débat le demande ce matin, sans refaire les débats de la commission.

La liste que nous vous soumettons est paritaire, avec 81 femmes et 81 hommes. Cette parité stricte est le fruit d'un effort de la commission et des fédérations : puisque nous avons reçu plus de candidatures d'hommes que de femmes, l'ajustement s'est fait, comme au précédent congrès, sur des candidatures masculines non retenues.

Elle représente 59 fédérations. Sur les 162 membres, 50 sont issus

d'Île-de-France, soit environ 31 % du Conseil national. Nous avons travaillé à un meilleur équilibre entre la région parisienne et les autres régions du pays, avec une attention particulière portée aux territoires populaires et ruraux.

La liste comprend 35 secrétaires départementales et départementaux. Les secrétaires départementales et départementaux qui ne siègent pas au CN seront invités à ses travaux, permettant à chaque fédération de participer de fait à la vie du Conseil national.

Sur les 162 membres, 110 sont issus du Conseil national sortant et 52 sont de nouvelles ou de nouveaux entrants. Il faut expliquer ce chiffre. Le mandat 2020-2023 avait déjà connu un renouvellement très important, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de cadres et de responsables. Beaucoup de ces camarades n'avaient donc effectué qu'un seul mandat, et ont souhaité poursuivre leur engagement dans cette direction. La stabilité de la présence sortante n'est pas un frein au renouvellement : elle est la consolidation d'un renouvellement déjà engagé.

L'âge moyen du nouveau CN s'établit autour de 49 ans, ce qui confirme la présence d'une génération de diri-

geantes et de dirigeants ayant pris leurs responsabilités ces dernières années, aux côtés de camarades plus expérimentés.

La liste intègre également des parlementaires, des maires, des élus régionaux, départementaux et municipaux, des responsables syndicaux et associatifs, des camarades investis dans les entreprises, dans les quartiers, dans les secteurs thématiques du Parti : féminisme, économie, énergie, entreprise, agriculture, santé et protection sociale, protection de l'enfance, droits LGBT+, pour n'en citer que quelques-uns.

La liste que nous vous présentons a été adoptée par la commission par 67 voix pour, 13 contre et 4 abstentions. Ce vote traduit un soutien large des déléguées et des délégués à la proposition faite.

Mais notre première satisfaction, ce n'est pas seulement ce vote. C'est le fait d'avoir une liste commune, et aucune liste alternative déposée. C'était, au-delà du respect des statuts, le premier objectif que la commission s'était fixé. Si nous avions mal travaillé, si une part significative du Parti et des fédérations ne s'étaient pas retrouvés dans notre proposition, une autre liste aurait vu le jour. Ce n'est pas le cas, et c'est pour nous la



confirmation que le rassemblement s'est construit.

Nous ne sommes pas un parti à tentatives. Nous ne fonctionnons pas dans un rapport de force entre nous. Nous construisons, à chaque congrès, le rassemblement de toutes et tous les communistes sur une proposition commune. La liste que nous vous soumettons intègre la diversité des opinions exprimées au congrès. La grande majorité des camarades proposés ont soutenu la base commune ; d'autres ont soutenu d'autres textes. Notre choix a été de représenter le Parti dans sa diversité, sans organiser cette diversité en courants. Nous vous proposons une direction dont chaque membre connaît l'objectif : mettre en œuvre les choix du 40^e Congrès, aux côtés de Fabien Roussel comme secrétaire national.

C'est dans le respect des débats et des critères que la commission s'était fixés que nous vous présentons cette

liste.

Avant de conclure, je veux adresser un mot très chaleureux d'abord aux membres de la commission des candidatures. Depuis avril, vous avez donné sans compter votre temps, votre énergie et votre exigence pour construire, ensemble, cette proposition. Vous avez travaillé dans l'écoute des fédérations, dans le respect des débats et dans la recherche patiente du rassemblement. Cette liste est votre œuvre collective, et je veux vous en remercier du fond du cœur.

Ce remerciement, je veux l'étendre à toutes les déléguées et à tous les délégués. Vous avez porté ici la voix de vos fédérations, de vos sections, des camarades qui vous ont mandatés. Vous avez fait vivre nos débats avec engagement, avec fraternité, et c'est cela qui donne à notre congrès toute sa force.

Je vous remercie. ✖

Les membres du Conseil national (162 membres)

Roussel Fabien (59)	Comushian Léa (13)	Gimenez Clara (34)	Ledentu Nicolas (61)	Rio Philippe (91)
Secrétaire national	Corzani Quentin (93)	Giono Jérémie (38)	Lefebvre Fabienne (94)	Roubaud-Quashie Guillaume (92)
Alphon-layre Cécile (30)	Coskun Taylan (93)	Gobert Marie-Jeanne (14)	Liard Amandine (27)	Roux Benoît (69)
Amand Elsa (92)	Cossange Nicolas (34)	Gomes Barbara (75)	Lombardi Ariane (13)	Safir Saïda (72)
Apourceau Poly Cathy (62)	Couenon Gwenaëlle (75)	Goncalves Anthony (13)	Mahé Véronique (44)	Salecroix Robin (44)
Artigue Aurore (65)	Cukierman Cécile (42)	Gonzalez Mayi (33)	Malet Natacha (13)	Sanchez Marie-Francoise (66)
Bacchi Jeremy (13)	Dedeurwaerder Sylvain (59)	Grassullo Christophe (94)	Manauthon Anne (06)	Sanchez-Voir Véronique (2B)
Balavoine Charlotte (93)	Deffontaines Léon (80)	Grelaud Gladys (29)	Marchais Olivier (94)	Scandolara Aurélien (69)
Bassano Jean-Patrice (64)	Delfino Sophie (05)	Guillas-Cavan Kevin (75)	Marchand Nicolas (94)	Seassau Aymeric (44)
Baudrier Jacques (75)	Deme Amadou (91)	Guinebert Matthieu (25)	Mellier Frédéric (33)	Senanedj Naïma (13)
Bauza Baptiste (76)	Demenge Théo (11)	Gwizdak Stéphanie (92)	Ménestrier Sébastien (40)	Siffert Elsa (63)
Bell-Lloch Pierre (94)	Demeyer Joffrey (08)	Hoummada Asmâ (38)	Mongin Camille (29 – UEC)	Silvani Silvana (54)
Bellal Amar (35)	Denape Thalia (75)	Jacquemart Erwan (59)	Monnet Yannick (03)	Simonnet Nathalie (93)
Ben Azouz Kamel (62)	Dhainaut Cécile (38)	Jordan Delphine (84)	Moussavian-Huppe Leila (33)	Sueres Julien (82)
Benoist Lydie (91)	Dhalluin Héloïse (59)	Juillard Jonathan (69)	Nadesan Yannick (35)	Tardits Nicolas (64)
Bessard Magali (18)	Dharréville Pierre (13)	Ka Haby (93)	Nottin Bruno (45)	Tejas Patricia (84)
Bidard Hélène (75)	Drif Toufik (18)	Khallouk Fatima (94)	Öztorun Denis (94)	Tejerizo Julie (24)
Boccara Frédéric (92)	Dubrulle Jonathan (75)	Kirouani Lamya (94)	Öztorun Özer (94)	Ternant Muriel (90)
Bonnargent Bastien (75 – MJCF)	Dupeyroux Stéphanie (49)	Koerner Elsa (35)	Papin Régis (63)	Tiberti Adrien (75)
Bonnery Stéphane (94)	Dupont Ismaël (29)	Koris Yasmina (03)	Pepelnjak Willy (38)	Toupuissant Mackendie (93)
Bouget Vincent (30)	Dupont Bénédicte (59)	Laborde Sébastien (33)	Peu Stéphane (93)	Tronche Imanol (87)
Boukhachba Karim (60)	Durand Denis (75)	Lacaze Pierre (31)	Picard Maxime (13)	Trottein Karine (59)
Boulet Vincent (75)	Durand Flora (94)	Lakehoul Assan (31)	Picard Michèle (69)	Vella Stéphanie (69)
Boussedra Saliha (30)	Durand Jean-Marc (26)	Lanoy Denis (30)	Picot Julien (06)	Veyret Anouk (94)
Brossat Ian (75)	Durand Maeva (94)	Lattuada Cédric (51)	Picquart Antonin (75)	Vialaret Jean-Christophe (46)
Bruln Céline (76)	Engler Françoise (09)	Layer Marie-Ange (02)	Picquet Christian (31)	Videcoq – Bard Armeline (37)
Brunet Philémon (59)	Evrard Esteban (62)	Le Huec Guenola (56)	Plaineau Nadège (50)	Vinceneux Sylvie (83)
Cabrit Rose-Marie (12)	Fuchs Sylvie (77)	Le Meur Aurélie (93)	Poly Hervé (62)	Willens Jennifer (30)
Carbonnier Michèle (62)	Gallien Frédérique (43)	Le Moal Hoël (72)	Poncy Claudine (16)	Wirden Shirley (75)
Castanier Julia (35)	Garzon Pierre (94)	Lecacheur Aurélien (76)	Prunes Uruen Sophie (59)	Yilmaz Bora (54)
Cermolacce Audrey (13)	Gay Fabien (93)	Lecat Céline (62)	Purguette Léo (13)	Zamichiei Igor (75)
Chartier Fanny (75)	Gérardin Sigrid (75)	Lecointe Tristan (94)	Raud Léna (93)	
Chassagne Aline (25)	Gheresi Burier Marie-France (89)	Lecroq Emilie (93)	Relot Alexandra (45)	

Troisième journée

La troisième et dernière journée de ce congrès a débuté par une séance à huis clos. Celle-ci a été l'occasion de présenter le rapport financier ainsi que les rapports de la commission des mandats et des candidatures. Une nouvelle direction nationale a été mandatée et Fabien Roussel a été largement réélu secrétaire national.

Le bulletin de vote qui sera proposé aux communistes dans les prochains mois a également été adopté par une majorité du congrès. Les débats ont à nouveau mis en avant la volonté des communistes de peser sur le rassemblement sans s'effacer. Les adhérentes et adhérents du Parti devront ainsi voter pour ou contre la candidature de leur secrétaire national à l'élection présidentielle de 2027.

La salle a été réouverte pour le discours de clôture animé par Fabien Roussel. Il commence par saluer le grand temps démocratique qu'a été

ce week-end. Fabien Roussel place la défense de l'emploi, de la production et une augmentation significative des salaires au cœur du combat des communistes, dénonçant une «France des petits salaires» et la précarité croissante des travailleurs. Il critique les grandes fortunes et les «prédateurs» de la finance, appelant à nationaliser les banques et les industries stratégiques, comme Total, pour redonner le pouvoir au peuple.

Le secrétaire national refuse d'opposer écologie et progrès. Il prône une planification démocratique pour réindustrialiser la France afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux importations, comme le préconise le Plan Climat Empreinte 2050. Il réaffirme également l'engagement internationaliste du PCF, notamment par un «serment» de soutien au peuple palestinien pour la fin de l'apartheid, de la colonisation et la libération de Marwan Barghouti.

Enfin, il confirme qu'il souhaite porter une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2027, une candidature de combat visant à convaincre les abstentionnistes et le monde du travail pour faire gagner la gauche.

Le congrès s'achève sur la Marseil-



laise, suivie de l'Internationale, comme à l'habitude des communistes. Les délégués prennent parfois le temps d'un dernier échange fraternel ou d'un tour sur les stands, tenus par les revues du Parti, le Mouvement Jeunes Communistes de France ou les associations de solidarité avec Cuba et la Palestine, avant de rentrer chez eux. ✳

**Adeline Roulet,
Maxence Garnier
et Camille Mongin**

Commission nationale de médiation et de règlement des conflits

Marie-Jeanne Gobert,
présidente (14)

Nicolas Cossange (34)
Sophie Delfino (05)
Arthur Lalan (80)
Cédric Lattuada (51)
Céline Lecat (62)
Danièle Morel (75)
Benoit Roger (62)
Karine Trottein (59)
Bora Yilmaz (54)



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement
du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé
par une large et profonde colère sociale.
C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis
en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.*

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur),
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /
Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe
PHOTOS, MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



Adeline Roulet,
Maxence Garnier
et Camille Mongin